

Un guide pour la résistance

Protégez votre communauté contre l'exploitation minière

2nde Edition – 2016

**Par Carlos Zorrilla
Avec Arden Buck et David Pellow**

14 MARS 2016

Traduction : René Eric Etoga Fouda

PRINCIPES DE BASE POUR LA PROTECTION DE VOTRE COMMUNAUTÉ FACE AUX INDUSTRIES EXTRACTIVES

Carlos Zorrilla

En 2009, avec plusieurs collaborateurs, j'ai rédigé le manuel « Protéger votre communauté des sociétés minières et autres industries extractives ». L'objectif était d'informer les communautés sur les principaux problèmes et menaces qui surviennent lorsque les entreprises extractives s'intéressent à l'exploration ou à l'exploitation des ressources naturelles dans les territoires communautaires. Un autre objectif était de partager certaines stratégies que les communautés pourraient adopter pour se protéger des pires impacts de ces industries. Une partie importante du travail était basée sur l'expérience dans la lutte contre plusieurs compagnies minières transnationales dans la vallée d'Intag en Equateur, à laquelle j'ai participé activement depuis 1995 (la 2^{ème} édition du manuel a été publiée en septembre 2016).

Sachant que la majorité des gens qui vivent à la campagne (où la plupart de ces luttes sont menées) n'ont pas le temps de lire de longs textes, j'étais motivé pour écrire cet aperçu sur ce que je pense être l'information la plus fondamentale sur le sujet. Heureusement, il existe aujourd'hui plusieurs autres manuels avec lesquels vous et votre communauté pouvez - et devriez - approfondir vos connaissances, afin de vous protéger (voir la liste à la fin).

COMMENT PRÉVENIR LA PRÉSENCE D'ENTREPRISES DANS VOTRE COMMUNAUTÉ.

Si vous lisez ce document, il est entendu que vous et votre communauté avez des doutes sur les avantages supposés que les activités extractives apporteront, ou vous vous opposez ouvertement à ces activités et voulez trouver des moyens d'arrêter leur progression (Note : quand je parle d'extractivisme, je veux dire principalement les industries minières et pétrolières).

La première étape consiste à faire tout son possible pour empêcher ces entreprises d'entrer dans votre communauté.

Être informés

Si vous soupçonnez que le gouvernement est intéressé à promouvoir un projet extractif dans votre région, le plus important est d'être informé de ces plans.

Comment faire cela ?

1. Vérifiez les pages web des ministères gouvernementaux chargés des mines et / ou du pétrole (si vous n'avez pas accès à la technologie, demandez à un membre de votre famille ou à un ami dans une ville).
2. Demandez des informations aux fonctionnaires du gouvernement sur les processus de livraison, ou l'octroi de concessions (cela peut être par l'intermédiaire des membres de l'assemblée, des législateurs ou de tout autre fonctionnaire national ou local).
3. Si, du jour au lendemain, des personnes effectuant des enquêtes sur des faits socio-économiques apparaissent dans votre communauté, il est possible que le gouvernement souhaite transférer votre territoire à des entreprises extractives, ou il l'a déjà fait. **Ce type d'information aide vraiment les entreprises.** Découvrez le vrai but des enquêtes et empêchez les familles d'être interrogées individuellement. Faites tout ce qui est en votre pouvoir pour que la communauté en premier accepte d'être interviewée, qu'elle soit consciente des questions et qu'elle les approuve, et que les sondeurs s'engagent à partager les résultats avec la communauté.

Si l'on découvre que le gouvernement envisage de transférer vos territoires à des entreprises extractives, alertez rapidement votre communauté et les communautés environnantes, ainsi que les groupes vulnérables qui pourraient être touchés - comme les éleveurs, les agriculteurs, les nomades, etc. Parallèlement, demandez l'aide juridique d'organisations non gouvernementales pour savoir si vous pouvez ralentir le processus. Dans la plupart des pays, les concessions accordent certains droits aux entreprises qui entrent en conflit avec les droits collectifs.

Si vous trouvez que des concessions existent déjà sur votre territoire mais que les entreprises n'ont pas encore entamé le processus de pénétration (les entreprises et le gouvernement l'appellent **socialisation**), une « socialisation » qui divise la communauté, rassemblez de toute urgence votre communauté pour rapporter ce

qui se passe et les avertir de certains des problèmes sociaux et environnementaux potentiels liés à la présence et à l'activité de l'entreprise sur votre territoire.

Durant cette phase, il est important que vous et plusieurs de vos voisins sachiez et soyez bien informés sur les activités, sur l'entreprise intéressée à exploiter les ressources de votre communauté, et sur l'impact qu'une telle extraction implique, y compris la présence de l'entreprise dans votre territoire. Avec cette information, la communauté aura de meilleurs arguments pour prendre une décision éclairée quant à savoir si elle veut coexister avec l'extractivisme ou non. Souvent, il est préférable de s'appuyer sur les témoignages de personnes d'autres communautés qui ont directement ressenti les impacts négatifs et les abus de l'extractivisme. D'un autre côté, vous pourriez entrer en contact avec des responsables d'organisations non gouvernementales qui connaissent bien le problème et qui ne sont pas impliqués dans les entreprises extractives ou le gouvernement, pour informer adéquatement les membres de la communauté. **Il est important d'aborder les aspects juridiques, y compris les droits collectifs et individuels, au cours de ces réunions.** Il est essentiel que votre communauté et ses membres connaissent bien leurs droits individuels et collectifs et exigent qu'ils soient respectés.

Si l'entreprise a entamé le processus de division de la communauté, il est essentiel d'arrêter le processus le plus tôt possible, avant que votre communauté soit polarisée entre ceux qui soutiennent le projet et ceux qui s'y opposent. Cela peut être fait en convoquant une réunion spéciale de la communauté pour exiger un moratoire de l'entreprise de 3 à 6 mois du processus de socialisation, ou jusqu'à ce que la communauté comprenne l'industrie et son impact assez bien pour prendre une décision. L'entreprise fera tout pour éviter que cela ne se produise, mais d'un autre côté, les mêmes entreprises diront qu'elles respectent la communauté et les droits de l'Homme, etc., donc ne pas accepter une telle décision de la part de la communauté les rendrait mal et créer des doutes sur l'entreprise, ainsi que sur le projet extractif, et le respect ultérieur de la volonté de la communauté et de la loi.

Comment les entreprises divisent-elles les gens ?

L'objectif le plus important des entreprises tout au long du projet extractif est d'obtenir - ou donner l'impression qu'elles ont obtenu - l'approbation de la communauté. Cette approbation est connue sous le nom de Licence Sociale. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une exigence légale - dans la plupart des cas - c'est très important pour les entreprises, car la grande majorité des bailleurs n'investit pas dans un projet extractif sachant - pour certain - que la communauté s'oppose au projet. En cas d'opposition au projet, les entreprises - qu'elles soient nationales, étatiques ou transnationales - peuvent investir beaucoup d'argent pour diviser la communauté, afin d'obtenir suffisamment de soutien pour montrer au monde que leur projet a la « licence sociale » de la communauté.

Elles le font en utilisant de nombreuses tactiques, y compris :

4. Acheter des personnes influentes au sein de la communauté. Celles-ci peuvent être identifiées de plusieurs manières, y compris au moyen de fausses « enquêtes ». Quelle que soit la stratégie, elles identifient leurs aspirations, leurs forces et leurs faiblesses et agissent en s'y référant.
5. Elles créent des groupes communautaires liés à leurs intérêts ou soutiennent des groupes existants. Ce sont généralement les groupes de confrontation qui confrontent des groupes ou des individus au sein de la même communauté.
6. Elles fournissent ou offrent de fournir les services de base dont a besoin la communauté. Ces besoins sont fréquemment identifiés dans les fausses enquêtes susmentionnées.
7. Elles discréditent les opposants. La campagne de diffamation peut inclure la diffusion de mensonges qui minent l'intégrité des leaders, par exemple, en disant qu'ils volent de l'argent au nom de la résistance. Lorsque la campagne de diffamation n'atteint pas son objectif, les tactiques contre les leaders deviennent plus sévères, et ils peuvent recevoir des menaces de mort ou être faussement poursuivis, et au pire, être tués.
8. Chaque année, des dizaines d'activistes sociaux et environnementaux meurent en défendant leurs communautés, et les responsables ne sont pas toujours des assassins embauchés par l'entreprise qui réalise le projet. On soupçonne que de nombreux leaders subissent des représailles de la part de propriétaires de grandes entreprises du même pays où le projet est réalisé. Ce sont des gens qui ont beaucoup à gagner si

la mine ou le champ de pétrole est développé. De même, en blâmant les opposants pour avoir détruit rapidement leurs rêves de gagner beaucoup d'argent, il n'est pas rare que les gens de la communauté ou des communautés environnantes en soient responsables. Il peut s'agir de petits ou moyens fournisseurs de biens et de services aux entreprises ou de membres de la communauté qui ont réussi à obtenir des emplois bien rémunérés. D'autres verront leur rêve de vendre leur (s) propriété (s) à l'entreprise à des prix gonflés non réalisés. Faire connaître la bataille à l'échelle nationale et mondiale aide à protéger les leaders de certains risques, mais ne les protège en aucun cas de tous les risques. Par conséquent, prenez les précautions appropriées et soyez bien informés sur les mesures prises par d'autres groupes de résistance, en étudiant les manuels disponibles concernant ces types de luttes.

9. Embaucher ou offrir d'embaucher beaucoup de main-d'œuvre mieux rémunérée. De cette façon, elles obtiennent le soutien d'une partie importante de la communauté. Les entreprises comprennent que les employés feront de leur mieux pour soutenir le projet extractif, en faisant des choses telles que :

- 1.A. Signer des documents qui approuvent l'entreprise ;
- 1.B. Faire du rapportage sur les plans ou les programmes qui peuvent entraver le développement du projet ;
- 1.C. Aider à l'élection des personnes liées au projet et aux intérêts de l'entreprise dans les instances dirigeantes de la communauté (mairie, conseil de village, ...)
- 1.D. Normalement, pour éviter d'être licencié, la plupart des employés agissent conformément aux souhaits de l'entreprise.

Cette dernière stratégie est difficile à neutraliser. C'est pour cette raison que plus les membres de la communauté prennent rapidement conscience de l'impact réel produit par la présence des entreprises et des projets extractifs, mieux c'est.

Que faire ? ... Dans ce contexte, les communautés doivent veiller à ce qu'elles soient dirigées par des personnes honnêtes qui accordent une valeur collective aux valeurs personnelles et qui ont la confiance de la majorité de la communauté.

L'exploration ne cause aucun dommage : l'un des nombreux mythes de l'extractivisme

Vous ne devez jamais oublier le premier commandement des entreprises et des gouvernements dépendants de l'extractivisme : faire tout son possible pour donner l'impression qu'ils travaillent avec l'approbation des communautés. Cela inclut de mentir de manière flagrante.

Pendant ou avant la prospection ou l'exploration, les entreprises et / ou le gouvernement feront tout leur possible pour vous convaincre que l'activité ne cause aucun dommage. Cependant, les dommages sociaux causés lors de l'exploration sont très similaires à ceux causés par l'exploitation : division, perte de valeurs et de coutumes, méfiance, trafic des terres, alcoolisme et augmentation de la criminalité. Les femmes sont les plus touchées, car elles sont obligées d'assumer plus de responsabilités à la maison qu'elles ne partageaient auparavant avec leur partenaire. Il est très fréquent que les maladies vénériennes se propagent dans les camps miniers en raison de la prévalence du personnel qui vient d'autres régions et crée une demande en prostitution. D'un autre côté, l'impact environnemental peut être important, puisque l'exploration, par exemple, utilise et contamine de grandes quantités d'eau. Les forêts peuvent aussi être affectées lorsque des chemins ou des routes sont ouverts pour le transport de matériel de prospection ou d'exploration.

Un autre des grands mythes de l'extractivisme - et de l'exploitation minière en particulier - est que les populations locales seront employées. De manière générale, dans le monde entier, l'industrie minière emploie moins de 1% de la population active. Bien sûr, il va employer des gens dans la région pour « acheter du soutien », et pour une courte période de temps, jusqu'à ce que l'exploitation commence. Une fois cette phase amorcée, elle emploie très peu de personnes dans la région, car les résidents ruraux n'ont pas d'expérience dans l'industrie. C'est pourquoi les entreprises embauchent du personnel qualifié d'autres régions du pays et même d'autres pays.

Quatre éléments de base :

1. Soyez bien informés sur l'entreprise et le projet. Qui sont les propriétaires ? Qui finance le projet ou l'entreprise ? Quel genre de problèmes ont-ils eu sur d'autres sites ? Plus vous en savez sur l'entreprise et ses

propriétaires, plus vous pouvez mettre en lumière des éléments permettant de l'arrêter. Si l'entreprise appartient à des étrangers, essayez de contacter des activistes du pays d'origine de l'entreprise pour vous aider. Si c'est national, faites de même avec les organisations de la capitale. Commencez à chercher le point faible de l'entreprise ou du projet - ils en ont tous. Si c'est une entreprise prestigieuse, ils auront très peur de voir leur réputation entachée. Assurez-vous de signaler les investisseurs de l'opposition de la communauté, et d'autres risques associés. Utilisez la même stratégie d'enquête en termes de projet : A quelles ressources s'intéressent-ils ? Quelles sont les limites de la concession ? Dans quelle mesure le projet est-il avancé ? Ont-ils eu la concession de manière conforme ? Ont-ils déjà fait l'étude d'impact environnemental ? A-t-elle été effectuée conformément à la réglementation en vigueur ? Ont-ils déjà la licence environnementale ? Si votre communauté parvient à obtenir des conseils juridiques pour d'éventuelles irrégularités, l'avocat doit analyser tous les documents liés au projet.

2. Documentez absolument tout. Et signalez-le. Même si le gouvernement est corrompu et soutient l'extractivisme, déposez les plaintes pertinentes. Cherchez de bons conseils juridiques sur la façon de les classer correctement, et faites-le pour toute infraction ou irrégularité. Prenez des photos, enregistrez des vidéos sur les illégalités, la déforestation, la pollution des rivières, sur des éruptions de violence, etc. Les preuves sont très importantes pour les signaler à l'étranger ; il est souvent plus efficace de les signaler à l'extérieur du pays plutôt qu'à l'intérieur. **Ces archives ne sont utiles que si elles sont publiées**, il sera donc nécessaire d'utiliser les réseaux sociaux. Sinon, vous seul et votre communauté sauront ce qui se passe. **Il est absolument essentiel que le reste de la région, le pays et le monde entier soient informés.** Dans ce contexte, il est important de contacter la presse régionale et nationale et de les tenir à jour avec des **informations précises et véridiques.** Pour la gestion des réseaux sociaux (comme Facebook, Twitter, Instagram, entre autres), essayez d'obtenir le soutien gratuit d'un membre de la famille ou d'un ami qui maîtrise leur utilisation.

3. Faites attention à la socialisation. Le droit à la consultation et au consentement préalable est un droit consacré dans plusieurs Constitutions et / ou traités internationaux. Ces droits sont très importants pour les communautés et les peuples ancestraux et peuvent être un bon outil pour arrêter les projets extractifs. Pour cette raison, les entreprises et les gouvernements qui survivent à l'extractivisme manipulent les communautés en faisant croire que ces communautés et les peuples ancestraux ont été dûment consultés. La façon la plus simple de le faire est de faire signer des documents aux membres de la communauté lors de réunions qui ont peu ou rien à voir avec le projet (réunions de parents à l'école, par exemple). Cela peut être fait par le gouvernement ou par les entreprises pendant la phase de socialisation du projet. Il est préférable de ne rien signer si vous pensez que les signatures peuvent être utilisées pour soutenir le projet ou l'entreprise.

4. Plus vous avez d'alliés, plus grandes sont vos chances de succès. Ces combats ont tendance à être longs et coûteux. Cherchez des alliés au niveau local, national et international. Contactez dès que possible les organisations de votre pays qui défendent les droits de l'Homme et essayez de les impliquer dans la résistance. Au niveau international, contactez des organisations telles qu'Amnesty International, Human Rights Watch, ELAW, Mines Alerte Canada, International Rivers, ISF Syst Ext et Cultural Survival. Les organisations nationales vous aideront probablement à établir le contact.

Ceci a été un aperçu concis des premières étapes que votre communauté peut prendre si elle est menacée par les sociétés extractives. **Ce n'est en aucun cas la seule chose qui puisse être faite.** Pour cette raison, il est essentiel que vous et d'autres personnes dans votre communauté vous prépariez bien, en apprenant d'autres expériences et en lisant des manuels produits par des communautés qui ont fait face à ce mal.

Intag, Équateur
Septembre 2016

Manuels disponibles sur la protection des communautés confrontées à l'extractivisme :

Protéger votre communauté www.culturalsurvival.org/node/9212

Deuxième édition

<http://www.source-international.org/wp-content/uploads/2014/12/Guia-de-las-Resistencias.pdf>

<http://endefensadelosterritorios.org/2015/03/04/manual-antiminero-guia-practica-para-comunidades-contras-las-minas/>

http://www.greenpeace.org/mexico/Global/mexico/Docs/2016/ManualMiner%C3%ADa13%20may%202016_VF.pdf

Table des matières

1. Table des matières.....	2
2. Introduction.....	4
3. À propos de ce guide.....	5
4. Définitions.....	6
5. Étapes typiques dans le processus minier.....	6
6. L'extraction financée par l'État.....	9
7. Les impacts de l'exploitation minière.....	9
Les impacts environnementaux.....	10
Les impacts sur la santé.....	10
Les impacts sociaux.....	11
Les impacts économiques.....	13
D'abord prévenir (agir rapidement !).....	14
Ayez un plan.....	14
Collecter des informations.....	15
Recueillez les mesures de base et images.....	16
Protégez votre terre.....	17
Organisez.....	17
Informez la communauté.....	18
Travaillez dur avec le gouvernement local.....	19
Obtenez des fonds.....	19
Créez des alternatives économiques.....	20
Commencez par des alliances locales.....	20
Rapidement élargir vos alliances.....	21
Faites campagne dans le pays d'origine.....	21
Poursuites et plaintes constitutionnelles.....	23
Les référendums / votes locaux.....	23
Profitez de leurs erreurs.....	24
Défiez et retardez les TdR.....	24
Défiez et retardez l'EIE.....	25
Empêchez le consentement.....	27
Photos et vidéos.....	28
La Puissance médiatique.....	28
Internet et les réseaux sociaux.....	29
Marches et manifestations.....	29

Spectacle ou jeu de marionnettes.....	29
Précautions pour la santé.....	31
La compensation.....	31
La surveillance de la communauté.....	31
8. Annexe A : Tactiques de l'entreprise et contre-mesures communautaires.....	33
Tactique 1 de la société - Visiter avec une fausse identité.....	33
Contre-mesures.....	33
Tactique 2 de la société - Présentation de l'entreprise.....	33
Contre-mesures	33
Tactique 3 de la société – Prétendue consultation.....	34
Contre-mesures	34
Tactique 4 de la société – Organisation de faux groupes de partisans.....	35
Contre-mesures.....	35
Tactique 5 de la société – Ruse pour la signature.....	35
Contre-mesures	35
Tactique 6 de la société - Offres de cadeaux, services, projets et emplois.....	36
Contre-mesures	36
Tactique 7 de la société – Manœuvres dilatoires.....	36
Contre-mesures.....	37
Tactique 8 de la société - Infiltration et surveillance.....	37
Contre-mesures	37
Tactique 9 de la société - La société affirme qu'il est inutile de se battre.....	37
Contre-mesures	37
Tactique 10 de la société - Procédures judiciaires et charges falsifiés.....	37
Contre-mesures	38
Tactique 11 de la société - Forces de sécurité, paramilitaires, bastonnades, menaces de mort.....	38
Contre-mesures	38
Tactique 12 de la société - L'entreprise revient.....	39
Contre-mesures.....	39
9. Annexe B : Soutien de l'Etat à l'extraction.....	40
A quoi faut-il s'attendre ?.....	40
Que faire ?.....	41
10. Annexe C : Exemples.....	43
Exemples d'impacts miniers.....	43
Des exemples de résistance réussie.....	43
11. Photos.....	50

Introduction



L'exploitation minière et autres industries extractives sont parmi les activités les plus destructrices sur la planète, en particulier pour les indigènes et l'agriculture communautaire. Avec l'exploitation minière à grande échelle, d'énormes quantités de terre et de sous-sol sont traitées, des quantités inimaginables d'eau sont utilisées et d'énormes quantités de matières toxiques sont abandonnées. Les impacts peuvent durer plusieurs vies ou siècles. Les cultures et la vie communautaire sont tellement perturbées qu'elles peuvent prendre des générations avant de récupérer. Ces industries, souvent avec la complicité des gouvernements, ont perpétré de graves violations des droits de l'Homme et ont parfois effacé des cultures entières. Une étude menée en 2015 montre que les accidents catastrophiques liés aux déchets de mines dans le monde augmentent en fréquence et en gravité.

REMARQUE : Les opérations minières moins destructrices existent, mais elles sont rares.

Lorsqu'une entreprise minière ou d'autres entreprises extractives visitent votre communauté, vous pouvez vous attendre à de bonnes conversations et à de merveilleuses promesses d'avantages pour les communautés et à quel point l'exploitation minière moderne est meilleure. Ils ne mentionnent pas l'immense destruction de l'environnement, ni l'épuisement et la contamination des aquifères et des eaux de surface, ni ce qui arrive aux communautés et à l'économie locale.

Pour les gouvernements, les entreprises offrent des visions d'énormes revenus de redevances et

À propos de ce guide

d'autres sources, mais ne mentionnent pas les friches environnementales et sociales qu'elles abandonnent et le fardeau financier de la réhabilitation... Et ils ne mentionnent pas que pour la plupart des pays en développement, la dépendance à l'extraction a entraîné l'appauvrissement et la stagnation économique plutôt que la prospérité. Avec une bonne raison, le terme « malédiction des ressources » est utilisé pour décrire les impacts sur ces régions malheureuses qui sont riches en ressources.

L'intérêt principal des industries extractives est le profit. Les avantages pour la population locale et la protection de l'environnement ne sont pas très importants pour eux et sont fournis au compte-goutte, généralement sous pression externe. Très souvent, les emplois locaux sont peu nombreux et temporaires, le financement des entreprises pour la santé ou l'éducation se dissipe après la fermeture (voire l'ouverture) de la mine, les écosystèmes restent en ruines permanentes et les divisions communautaires sont irréparables.

Les projets de résistance aux projets d'extraction augmentent dans le monde entier. Résister est un travail acharné, mais les conséquences de l'extraction de l'exploitation minière sont en général bien pires.

LE SUCCÈS EST POSSIBLE ! Bien que les entreprises extractives soient puissantes, elles sont également vulnérables. Il existe des façons de les arrêter ou de minimiser les dégâts qu'ils causent. Cela nécessite beaucoup de travail et de persévérance, mais la récompense est la bonne santé continue de votre communauté et de votre environnement, ainsi que le plaisir continué de la vie.

Ce guide est destiné aux leaders et aux organisateurs qui peuvent travailler avec les communautés pour mener des actions locales et qui peuvent également travailler aux niveaux

régional, national et international. Il décrit les aspects du processus minier et les dangers auxquels votre communauté est confrontée lorsque les entreprises minières cherchent à opérer dans votre communauté (section 1), les nombreuses stratégies que vous pouvez utiliser pour vous défendre (la section 2 et les annexes A et B), des exemples de résistance réussie par les communautés qui ont combattu (Annexe C) et des ressources utiles dans un volume complémentaire (Supplément). Notre espoir est que, avec ce guide, vous arriverez également à protéger votre communauté contre ces dangers.

Ce guide n'est pas seulement pour l'exploitation minière. La plupart des tactiques et des contre-mesures décrites ici s'appliquent également à d'autres activités d'extraction et d'exploitation : le pétrole, le gaz, l'exploitation forestière, diverses industries polluantes et les grands barrages hydroélectriques. La plupart des activités proposées par les grandes entreprises, bien qu'elles promettent des avantages, détruisent finalement les communautés locales et leurs environs. Si votre communauté est ciblée, il est essentiel d'organiser et de résister.

Remerciements : Le contenu de ce guide s'appuie sur l'expérience de plusieurs experts sur l'exploitation minière et ses impacts, en particulier l'auteur principal Carlos Zorrilla. Ce guide a été rédigé parce qu'il s'est rendu compte que d'autres communautés dans le monde entier pourraient bénéficier des connaissances et de l'expérience acquises par lui et ses collègues lors des combats pour empêcher la destruction de sa région par les sociétés minières.

Des exemples de résistance réussie ont été fournis par la Dr Beatriz Rodríguez-Labajos (Universitat Autònoma de Barcelona), qui administre une précieuse base de données sur les conflits miniers

et autres (Environmental Justice Atlas). Nous sommes également reconnaissants envers les collègues et les amis qui ont aidé à la recherche, qui ont fourni des photos et des informations, et qui ont aidé à le financer. Un merci spécial à Jennifer Moore, Payal Sampat et Shreema Mehta pour leurs rétrospectives, à Anne Becher pour la traduction et l'édition, et à MiningWatch Canada pour l'hébergement du guide et la fourniture de matériel connexe sur leur site.

Cette édition est une version élargie du guide du même nom qui a été publiée par Global Response en 2009 et utilisée dans le monde entier, dont les auteurs comprenaient Paula Palmer, en plus des auteurs présents.

Auteurs : Carlos Zorrilla, le cofondateur de DECOIN (www.decoin.org), vit dans la belle et fragile région de la forêt des brumes de l'Intag, en Équateur. Arden Buck, un scientifique / ingénieur à la retraite, vit dans les Colorado Rockies. Le Dr David Pellow, fondateur et directeur du Global Environmental Justice Project, est professeur à l'Université de Californie à Santa Barbara.

Veillez nous faire part de vos commentaires. Sont bienvenus tous les commentaires, les suggestions ou les corrections que vous jugez utiles. Veuillez les envoyer à mining-guide@riseup.net. Merci.

Pour télécharger ce guide, rendez-vous sur www.miningwatch.ca, sélectionnez « publications » et recherchez « Protégez votre communauté » (avec des citations). Le Supplément est également disponible.

Pour les copies, écrivez mining-guide@riseup.net.

À propos de l'exploitation minière

Définitions

- **L'exploitation minière artisanale** : exploitation à petite échelle généralement réalisée par des

individus ou des petits groupes. Il peut s'agir d'une extraction alluviale ou souterraine.

- **L'exploitation minière sur sol vierge (Greenfield mining)** : l'exploitation minière dans une zone antérieurement non perturbée.
- **L'exploitation minière sur sol exploité auparavant (brownfield mining)** : l'expansion de l'exploitation minière dans une zone déjà exploitée.
- **L'extraction à ciel ouvert** : c'est la forme la plus destructrice de l'exploitation minière. Dans cette méthode à grande échelle, d'énormes quantités de terre et de roches sont enlevées et traitées pour extraire les matériaux précieux, et le reste est déversé. Il laisse un trou énorme dans la terre. Une variation de ceci est le **“mountain-top-removal”** (*enlèvement du sommet de montagne NDLR*), dans lequel une montagne ou une crête entière est détruite par des explosifs pour accéder rapidement aux minerais en dessous.
- **La mine par blocks foudroyés** : consiste à creuser du minerai sous terre, à créer une caverne gigantesque, dans laquelle la surface peut s'effondrer, créant progressivement un grand puits. Il peut détruire les caractéristiques de surface, perturber ou détruire l'écosystème local et perturber le flux d'eau de surface et souterraine.
- **L'exploitation minière de placers**, également appelée **exploitation alluviale** : excavation de sable, de gravier et de sédiments provenant des cours d'eau en utilisant du matériel de dragage, puis en séparant les minéraux désirés. L'impact sur les cours d'eau et les rivières, en particulier lorsqu'ils ne sont pas réglementés, peut être très préjudiciable.
- **Société privée** : Ce terme comprend tout, d'une très petite entreprise à une multinationale.
- **L'exploitation minière des fonds marins, ou l'exploitation minière marine (Deep Sea Mining NDLR)** : l'extraction des minéraux du fond marin généralement à de grandes profondeurs. C'est un nouveau type d'exploitation minière, et on sait peu de choses sur ses impacts. Il est profondément préoccupant de pouvoir perturber les écosystèmes qui sont essentiels à la santé des océans.
- **L'exploitation à ciel ouvert des sables bitumineux** extrait les minéraux ou le pétrole directement des sables sans creuser de fosses.
- **L'exploitation minière souterraine**, également appelée **extraction par galeries**, implique de faire des tunnels dans le sol pour exploiter les

minéraux désirés. Il s'agit parfois d'énormes galeries creusées par des machines.

- **Déchets (Résidus)** : Pendant la phase d'exploitation, les stériles (roches non traitées) sont déversés ou entassés. Les déchets liquides sont contenus (si on est optimiste) dans les grands parcs à résidus (*lac artificiels toxiques NDLR*). Ces déchets sont souvent générateurs de Drainage Minier Acide. L'exploitation minière à grande échelle implique d'énormes quantités de déchets.

Étapes typiques dans le processus minier

Remarque : Les étapes et les séquences suivantes peuvent varier d'un pays à l'autre (ou peuvent parfois être contournées), mais dans la plupart des cas elles se produisent dans l'ordre suivant. Pour plus de détails, voir Ressources B.

Concessions : dans la plupart des pays, avant de commencer toute activité minière, une entreprise doit obtenir une concession minière du gouvernement national ou provincial pour fonctionner dans une zone et une période spécifiée. Cela leur permet généralement (après avoir obtenu les permis appropriés) d'explorer, de construire des routes dans la région et de forer des échantillons de sous-sol pour évaluer les ressources minérales. Dans de nombreux pays, la concession minière leur permet également de construire des usines ou des raffineries d'enrichissement et d'effectuer d'autres activités liées à l'exploitation minière. Ainsi, la concession est une étape importante qui peut avoir un impact profond sur les communautés.

La concession donne droit à l'accès aux ressources souterraines, mais pas à la terre elle-même. Les propriétaires conservent les droits sur leurs terres. L'entreprise pourrait avoir besoin d'acheter du terrain ou obtenir un changement de permis d'utilisation des terres pour accéder à la surface. Dans certains pays, le gouvernement peut prendre la terre en déclarant que ces propriétés privées ou collectives sont publiques. Une autre stratégie du gouvernement consiste à établir des servitudes, de sorte que le propriétaire est obligé de louer ou de vendre ses biens à la société ou au gouvernement, souvent à un prix qui n'est pas bénéfique pour le propriétaire.

Socialisation : Pour procéder, les entreprises ont souvent besoin du consentement (réel ou artificiel) des communautés et des gouvernements locaux. Il s'agit de la « licence sociale » convoitée. Cela se fait

de la manière suivante : (1) une ou plusieurs réunions initiales pour informer la communauté du projet, suivie de (2) une consultation publique, dans laquelle la communauté approuve ou rejette le projet. L'obtention de la licence sociale n'est pas toujours une exigence légale, mais les investisseurs peuvent hésiter à investir dans un projet si la société minière n'a pas l'approbation des communautés locales, authentiques ou non. Pourtant, cela est souvent ignoré ou inventé - voir l'annexe A.

Pour un projet important, les sociétés minières sont souvent disposées à dépenser des millions de dollars et font des promesses sans fin pour essayer de gagner un soutien local, supprimer l'opposition locale et obtenir la licence sociale. Elles promettent de construire des écoles ou des ponts, de fournir des bourses d'études et beaucoup d'emplois - tout ce qu'elles pensent qui leur permettra d'obtenir le soutien d'une communauté. Bien que certaines promesses soient tenues, la majorité ne le sont pas.

Prospection : la prospection consiste à prélever des échantillons de roches et de sédiments des cours d'eau pour déterminer le potentiel minier d'une région. Certains pays n'exigent pas de permis gouvernementaux pour cette activité. Les opérations de prospection utilisent fréquemment des vols aériens ou des technologies satellitaires pour se concentrer sur le domaine d'étude, ce qui permet d'économiser du temps et de l'argent.

Termes de Référence (TdR) : Une fois la concession obtenue, un document TdR (plan minier) est généralement requis. Le TdR peut également être appelé le plan d'opérations (PdO).

Le document TdR, produit par le porteur de projet, définit le chemin à suivre pour l'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) et doit spécifier ce qui suit :

- Objectifs et résultats escomptés ;
- Site spécifique où l'étude environnementale du projet aura lieu ;
- Répartition du travail : rôles, responsabilités, qualifications des experts et calendrier ;
- Équipement et produits chimiques à utiliser ;
- Contraintes opérationnelles ;
- Risques sociaux, économiques et environnementaux à aborder dans l'EIE.

Un TdR distinct peut être requis pour chaque phase minière. La société minière peut préparer les TdR, mais plus souvent elle engage une entreprise spécialisée dans ces types d'études. Parfois, l'État prépare les TdR lui-même à travers le ministère de l'Environnement ou son équivalent.

Dans la plupart des cas, le ministère de l'Environnement ou l'équivalent approuve les TdR. Cependant, à moins qu'il n'y ait suffisamment de pression du public, il pourrait omettre certains aspects importants. Une fois approuvé par le gouvernement, le document de TdR autorise l'entreprise à préparer l'EIE, et elle constitue habituellement la base de l'EIE.

Évaluation d'Impact Environnemental (EIE) : La prochaine étape est habituellement l'Évaluation d'Impact Environnemental (EIE) souvent appelée l'Étude d'impact Environnemental (EIE), l'Évaluation Environnementale (EE), l'Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES), l'Évaluation d'Impact Social et Environnemental (EISE), et d'autres noms similaires. Le rapport résultant peut être appelé Rapport d'Étude d'Impact Environnemental (REIE).

L'EIE est une évaluation des impacts possibles, positifs et négatifs, que le projet proposé pourrait avoir sur l'environnement naturel et social. Il devrait également reconnaître toutes les normes sociales et environnementales et identifier les méthodes et les équipements disponibles pour minimiser les impacts. Il doit également inclure un plan de gestion pour réduire ou atténuer les risques (PGE). Une EIE distincte est généralement requise pour chaque phase, à l'exception de l'exploration, et l'approbation provient du Ministère des Mines et de l'Énergie, du Ministère de l'Environnement ou d'une institution gouvernementale équivalente, qui délivrera le Certificat Environnemental ou le Permis.

Selon l'information disponible (et la pression de la communauté), le processus pourrait durer de plusieurs mois à plusieurs années. La plupart des EIE sont loin d'être complètes ou impartiales et sont rarement évaluées objectivement par les organismes de réglementation. Souvent, l'EIE est avant tout un document de vente visant à promouvoir le projet auprès des investisseurs. Les entreprises, ou les personnes ayant des concessions, embauchent généralement d'autres

personnes pour effectuer les études. Pour obtenir une approbation rapide, ils peuvent simplement copier une autre EIE existante...

Exploration : il s'agit d'une forme de prospection plus intensive, organisée et à plus grande échelle. Dans certains pays, il est divisé en exploration initiale et avancée, avec différentes EIE requises pour chaque phase.

Les activités d'exploration peuvent tout inclure, depuis l'usage de l'eau, des pierres et des échantillons de sol au forage profond dans le sous-sol avec un équipement élaboré (le plus souvent). Les objectifs sont de découvrir l'emplacement et la nature des gisements et de décider si leur exploitation est rentable (la phase de faisabilité du projet).

La phase d'exploration peut durer des mois ou des années. L'impact sur l'environnement diffère en fonction de l'exploration initiale (pour obtenir une idée générale du contenu du gisement) ou d'une exploration avancée qui comprend le forage de nombreux puits dans la zone minière pour obtenir des échantillons du gisement. Les impacts peuvent inclure la contamination des ressources en eau et les impacts graves créés par la construction de routes ou de sentiers pour transporter l'équipement de forage. L'exploration utilise de grandes quantités d'eau pour maintenir les foreuses refroidies et divers produits chimiques pour faciliter l'extraction des échantillons.

Exploitation : si des gisements rentables sont trouvés, la prochaine phase est l'exploitation, effectuée après que le gouvernement ait délivré un permis ou une licence. Au cours de l'exploitation, le minerai est retiré du sous-sol (ou des cours d'eau dans l'extraction des placers) et est traité pour extraire et concentrer les métaux souhaités.

Parce qu'ils génèrent des impacts différents, dans certains pays, le gouvernement délivre des concessions distinctes d'exploration et d'exploitation. Dans d'autres, il n'y a qu'une seule concession, permettant aux entreprises de mener toutes les activités minières, y compris la fusion.

L'exploitation est généralement la partie la plus destructive et dangereuse du processus minier. Il peut durer plusieurs années et ses effets peuvent durer des siècles. L'exploitation la plus dévastatrice est l'extraction à ciel ouvert.

L'enrichissement : après extraction du minerai de la mine, il est broyé et concentré (enrichi), raffiné et purifié pour obtenir du métal presque pur au moyen d'une série de processus chimiques, physiques et électrochimiques. **La fonte** nécessite habituellement des températures très élevées pour éliminer les matériaux indésirables. Les résidus de l'enrichissement incluent souvent des poisons tels que le plomb, l'arsenic, le cadmium, le mercure et l'acide sulfurique provenant du minerai, les libérant à travers des cheminées dans l'air ou le ruissèlement dans l'eau et causant d'importants effets sur la santé. **Le traitement de la lixiviation au cyanure** est une méthode commune pour la concentration de l'or. Il implique la pulvérisation d'une solution de cyanure toxique sur le minerai broyé et la collecte du métal dissous du bas du tas, puis le traitement ultérieur (lixiviation en tas). D'autres méthodes peuvent utiliser différents matériaux et réactifs toxiques.

Fermeture et réhabilitation : C'est la phase finale après l'achèvement de l'exploitation minière. Idéalement, cela implique d'aborder les conséquences sociales et environnementales de la fin du projet, y compris le recyclage des employés, le reboisement des zones utilisées par l'entreprise, le remplacement de la couche arable et le traitement coûteux à perpétuité de l'eau pour neutraliser la contamination des eaux de surface et souterraines (presque impossible à garantir). Cependant, à moins d'être forcé par la pression des citoyens, la plupart de ces opérations ne se déroulent généralement pas parce que la société n'a pas suffisamment budget consacré.

L'extraction financée par l'État

Au fur et à mesure que les entreprises renforcent leur pouvoir de décision au détriment des états

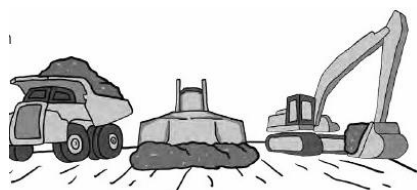
dans le monde entier, les nations deviennent moins capables de résister ou de défendre leurs propres citoyens. Ils peuvent voir l'extraction des ressources comme une solution pour rembourser leur dette nationale ou pour respecter leurs budgets publics. L'assaut résultant d'activités extractives entraîne l'extinction des espèces, la pollution de l'eau et de l'air et l'épuisement, la destruction des communautés et le changement climatique.

Il existe normalement trois formes d'extraction soutenue par l'État : (1) par l'intermédiaire d'une entreprise totalement publique, (2) par le biais d'un partenariat formel entre l'État et une entreprise privée, ou (3) grâce à un arrangement par lequel l'État reçoit des intérêts (ou taxes) substantiels d'un projet. Nous utilisons le terme « supporté par l'État » pour décrire tous ces éléments. Indépendamment de l'arrangement, la situation devient encore plus difficile qu'avec une société privée.

Si l'exploration commence et que des gisements rentables sont trouvés, le gouvernement régional ou national peut être très intéressé. Il peut violer ouvertement ses propres lois ou en créer de nouvelles dans l'espoir de bénéficier du projet.

Malheureusement, le gouvernement met souvent la collecte des recettes au-dessus des lois ou le respect des droits de l'Homme et de l'environnement. La situation peut empirer si les finances du gouvernement dépendent fortement de l'exploitation des ressources naturelles.

L'extraction soutenue par l'État est discutée plus en détail à l'annexe B.



Les impacts de l'exploitation minière

Les opérations minières, même réglementées, entraînent presque toujours des catastrophes environnementales majeures (*voir l'annexe C pour des exemples*). Pour construire la mine et les routes d'accès, par exemple, les entreprises détruisent les forêts et autres végétaux, ce qui réduit la diversité biologique et l'habitat faunique de la région. À mesure que les forêts sont détruites et les cours d'eau contaminés, les communautés peuvent ne plus trouver de poisson et de gibier, de plantes comestibles, d'herbes médicinales ou de plantes utilisées pour la construction.

La plupart des activités minières se déroulent dans des pays pauvres où les personnes sont les plus vulnérables, où la capacité réglementaire est faible et où les fonctionnaires peuvent être plus faciles à influencer. Cela est particulièrement vrai lorsque le budget du pays dépend des revenus provenant de la vente de ressources naturelles. Mais les mines ont également causé la destruction et les bouleversements sociaux dans les pays riches.

Pour pousser le projet, les entreprises ne sont souvent pas transparentes quant au gisement ou aux matériaux dangereux utilisés. Par exemple, une entreprise peut dire à la communauté que le projet minier n'occupera qu'une certaine zone, mais quelques années plus tard, ils annoncent qu'ils ont « découvert » d'autres gisements adjacents. Peu à peu, la zone minière se développe et l'impact devient de plus en plus grave.

Si votre communauté accepte une exploitation minière à grande échelle, vous pouvez vous attendre à un ou à tous les impacts suivants :

Les impacts environnementaux

La prospection : lors de la prospection, si les sentiers sont intégrés dans des zones vierges, d'autres personnes peuvent ensuite les utiliser pour le braconnage, l'extraction du bois et même le squattage et le défrichage des terres. La présence de personnes extérieures à la région peut causer d'autres problèmes sociaux.

Le cyanure : une petite portion de cyanure, de la taille d'un grain de riz, peut tuer une personne. Une mine d'or commerciale peut utiliser plusieurs tonnes de cyanure chaque année ! Le cyanure renversé peut rapidement tuer des personnes, des animaux et des poissons. L'industrie a une longue histoire d'intoxication par des déversements de cyanure. Bien que les sociétés minières affirment que le cyanure se décompose en produits chimiques inoffensifs, ce n'est pas vrai : le cyanure reste toxique dans les sédiments fluviaux, et il se décompose en d'autres composés toxiques qui peuvent persister longtemps.

Le drainage des mines acides : les minerais riches en sulfates produisent des acides qui entraînent les métaux lourds toxiques dans les eaux. Ce « drainage minier acide » est presque impossible à contenir ou à arrêter. Il peut empoisonner de l'eau potable, des cultures et des cours d'eau sur une vaste zone, et a parfois éliminé toute la vie dans et près des rivières. Même après que la mine soit fermée, les acides et les métaux lourds continuent généralement à se lixivier indéfiniment dans les eaux de surface et souterraines - certaines mines de l'époque romaine continuent de dégager un système de drainage acide après 2 000 ans. Il ne peut pas être immédiatement détecté - il faut 2-5 ans, parfois plus longtemps.

L'exploitation minière à ciel ouvert est la forme la plus destructrice de l'exploitation minière. Il laisse un énorme trou dans la terre, jusqu'à 4 000 m de large et plus de 1 000 m de profondeur. Cela conduit à la destruction des écosystèmes environnants, avec des résultats dévastateurs pour les communautés locales. Il consomme et contamine également d'énormes quantités d'eau et nécessite d'énormes étendues de terre.

L'exploitation minière à grande échelle crée de grandes quantités de déchets liquides et solides souvent toxiques (parfois des millions de tonnes par an), qui sont habituellement pollués avec des métaux lourds toxiques. Les liquides contenus dans les parcs à résidus fuient souvent et empoisonnent les aquifères souterrains. Les barrages de ces parcs se brisent parfois et libèrent alors soudainement une vague de boue toxique, en effaçant toute vie en aval. Lorsque cela se produit, les communautés sont déracinées et leur culture est perturbée. Les ruptures de barrages sont de plus en plus courantes...

Pendant les opérations minières, l'air et l'eau sont souvent pollués par des produits chimiques toxiques, y compris le cyanure, le plomb, l'arsenic, le cadmium, le mercure et l'acide sulfurique, entraînant la maladie et la mort des humains, des oiseaux, des poissons et d'autres animaux. La poussière toxique peut se propager sur de vastes distances. Les usines de fonderie peuvent contaminer l'air, le sol et l'eau sur plusieurs kilomètres carrés.

Les dommages peuvent être énormes : des centaines de milliers d'hectares de forêts ont été détruits ; toute la vie dans les rivières tuée sur de nombreux kilomètres. Ces mines à grande échelle engendrent du bruit, de la poussière, des poisons et de l'érosion qui affectent davantage les populations d'animaux, de poissons et humaines, obligeant les gens à abandonner leurs terres agricoles et leurs moyens de subsistance.

Les entreprises peuvent déclarer la faillite ou laisser un fonds minime pour les frais de nettoyage, en laissant le désordre pour les gouvernements et les collectivités locales. Les mines à ciel ouvert sont presque impossibles à réhabiliter et sont souvent simplement abandonnées pour se remplir d'eau toxique.

Les mines à petite échelle peuvent également causer des problèmes environnementaux et sociaux. Les mineurs artisanaux utilisent souvent du mercure hautement toxique pour extraire des particules d'or. (*Voir l'annexe C - Pérou*). Cependant, il existe des méthodes pratiques qui évitent l'utilisation du mercure - Voir la section Ressources O.

Les impacts sur la santé

L'exploitation minière peut avoir de graves répercussions sur la santé humaine. La pollution de l'air et de la poussière provoque des empoisonnements au plomb et à l'arsenic, aux maladies respiratoires et aux yeux irrités et à la peau, en particulier chez les enfants. Boire ou arroser avec de l'eau contaminée par des substances toxiques telles que le mercure, le plomb, l'arsenic et le cyanure peut causer une grande variété de maladies graves, y compris le cancer et les anomalies congénitales.



Il existe également des risques indirects pour la santé, posés par les opérations minières : la prévalence des maladies sexuellement transmissibles (prostitution), la perte de terres cultivées et l'épuisement des ressources en eau, ce qui peut entraîner une diminution de l'approvisionnement alimentaire, une malnutrition et un risque accru de maladies infectieuses. Les effets sur la santé peuvent continuer longtemps après la fin des opérations minières.

Il n'est pas facile de prouver que l'exploitation minière est la cause directe de la maladie d'une personne donnée, il est donc difficile de poursuivre une entreprise pour des problèmes de santé. C'est pourquoi il est si important d'éviter la contamination environnementale *AVANT* qu'elle ne se produise.

L'exploitation minière à grande échelle nécessite d'énormes quantités d'eau, et souvent épuise, détourne ou empoisonne l'approvisionnement en eau dans la région, compromettant le pâturage et l'élevage du bétail.

Au cours des dernières années, il y a eu de nombreux conflits graves sur l'accès à l'eau potable et à l'eau d'irrigation. Les métaux lourds, transportés par les rivières et les eaux souterraines, peuvent facilement empoisonner l'eau potable, les cultures, les fruits de mer et la pêche, non seulement à proximité, mais aussi à des centaines de kilomètres.

Les usines de fonderie peuvent contaminer l'air, le sol et l'eau à plusieurs kilomètres ; ce qui affecte non seulement la santé des citoyens, mais aussi l'avenir économique de la région lorsque le public découvre que les aliments sont contaminés.

L'exploitation minière souterraine est dangereuse en raison d'accidents fréquents qui piègent et parfois tuent des travailleurs des mines. La mort d'épuisement, de la silicose et du cancer du poumon, des engins, des explosions, des inondations et d'autres accidents sont fréquents. L'eau empoisonnée provenant de petites mines artisanales peut causer de graves maladies chez

les mineurs, leurs familles et les communautés en aval.

Les impacts sociaux

Si vous permettez à la société extractive d'explorer votre territoire, des problèmes sociaux se poseront sûrement. Après la sortie de l'entreprise, il peut falloir plusieurs années jusqu'à ce que les liens sociaux, culturels et spirituels, qui constituent la véritable richesse de la communauté, puissent être restaurés.

Bien que les impacts environnementaux complets ne soient pas immédiatement évidents et se développent au fil du temps, les impacts sociaux de l'exploitation minière et d'autres activités extractives se ressentent beaucoup plus tôt. Les divisions sociales, la criminalisation et la violence peuvent se produire avant même le début d'un projet, en particulier lorsqu'un projet est imposé à une communauté.

Les villes situées à proximité des sites d'extraction n'ont généralement pas d'infrastructures adéquates pour l'éducation, les eaux usées, la santé et d'autres services sociaux vitaux à une communauté en pleine expansion.

La division de la communauté : nombre des problèmes sociaux sont causés par l'afflux soudain de personnes d'autres régions ou pays qui travaillent dans la mine. Lorsque les entreprises apportent des centaines d'hommes célibataires dans les communautés locales, elles engendrent des bars, des maisons closes, de l'alcoolisme, de la prostitution et une recrudescence des maladies sexuellement transmissibles. Une augmentation de la criminalité est presque inévitable, y compris les agressions, les vols et les viols. Le tissu social de la communauté se décompose.

Les communautés et les groupes autochtones ont généralement des moyens pour faire face aux troubles sociaux et environnementaux ou au stress. Il s'agit notamment de la solidarité collective, de la confiance de ses dirigeants et de ses voisins, des règles sociales non écrites, de solides liens familiaux, de l'identité culturelle et de leaders solides et engagés capables de guider la communauté. Cependant, l'entreprise minière peut délibérément essayer d'affaiblir une communauté et sa capacité à s'organiser efficacement contre eux. Il peut tenter de créer des divisions en

diffusant de fausses informations sur le projet, en achetant certains membres de la communauté avec des cadeaux et des emplois spéciaux bien rémunérés, discréditant les dirigeants ou les organisations qui interrogeront le projet minier, ou intimideront les leaders pour soutenir projet.

Le trafic des terres peut se produire lorsqu'une entreprise extractive propose d'acheter des terres pour obtenir l'accès à ses concessions, ou comme une stratégie pour gagner les adversaires potentiels. Cela entraîne également la désintégration des communautés, car une fois que leurs terres sont vendues, les anciens propriétaires quittent généralement la région.

Le déplacement forcé de la communauté : Souvent, les projets extractifs exigent que toute la communauté soit relocalisée. Même lorsque l'entreprise paie pour déménager le village ou la ville, la situation de vie est presque toujours pire qu'auparavant : les terres agricoles ne sont pas aussi productives ou trop loin, les maisons trop proches l'une de l'autre, les écoles inadéquates, etc. Pour les peuples autochtones, qui sont profondément liés à leurs terres, le mouvement peut entraîner la mort de leur culture. Et les entreprises ou le gouvernement sont parfois incapables ou ne veulent pas compléter le déplacement, laissant beaucoup de sans-abris.

Violations des droits de l'Homme : si la société est confrontée à une opposition rigoureuse, elle peut recourir à des mesures dissuasives, telles que le fait de payer des populations locales pour accuser frauduleusement les leaders de la résistance de commettre des crimes. Il peut employer des voyous ou des forces paramilitaires pour intimider, menacer, blesser ou même tuer des personnes.

Le fait qu'une entreprise soit détenue en partie ou entièrement par l'État ne garantit pas que vos droits seront protégés. L'état peut utiliser son appareil de sécurité contre la population, que le projet soit ou non supporté par l'Etat.

Les minéraux de grande valeur, tels que l'or, les éléments de terres rares et les gemmes, peuvent attirer des groupes criminels armés et entraîner des enlèvements, des meurtres et des extorsions, créant un environnement violent et instable. Ce problème est très grave au Mexique, aux

Philippines, en Colombie et en République Démocratique du Congo.

Culture : la perte de l'identité culturelle résulte de plusieurs aspects de l'exploitation minière, mais surtout du remplacement de toutes les valeurs humaines et communautaires par deux seulement : l'accumulation d'argent et de biens matériel. Les agriculteurs et les peuples autochtones ne se considèrent généralement pas comme pauvres. Ils n'ont peut-être pas beaucoup d'argent, mais pour eux, l'argent n'est qu'un type de richesse, et pas le plus important. Leur véritable patrimoine comprend des sols fertiles, un environnement diversifié, une forte identité culturelle, une harmonie sociale et des forêts riches en jeux et autres ressources renouvelables. De nombreuses communautés rurales apprécient ces choses au-dessus de l'argent ou les choses que l'argent peut acheter. Ils pourraient se demander, Quel est le but d'avoir de l'argent supplémentaire s'il y a division et lutte entre les membres de la communauté et de la famille, l'alcoolisme, la perte de terres agricoles ou l'eau potable contaminée ?

Mais les entreprises travaillent à changer ce concept de richesse, en se concentrant uniquement sur l'argent et les choses matérielles, et en minimisant la richesse environnementale, sociale, culturelle ou spirituelle d'une communauté. Ceci est illustré par un commentaire fait par un responsable de l'exploitation minière en Équateur : *"Nous devons convaincre ces gens qu'ils sont pauvres"*.

L'exploitation minière peut également détruire les sites spirituels et les zones traditionnelles de chasse et de collecte. Si la pêche fait partie de la culture, les mines pourraient éliminer cette source de nourriture et éroder leur identité culturelle.

Impacts sur les femmes : Les femmes ne bénéficient presque jamais de projets miniers. Les mines impliquent surtout des hommes, mais les femmes sont souvent les plus touchées par les projets miniers. La migration et la désintégration sociale détruisent les filets de sécurité traditionnels, ce qui affecte particulièrement les femmes. Lorsque les hommes travaillent loin de chez eux, les femmes doivent supporter les familles, gérer les terres, gérer les finances et assumer d'autres responsabilités antérieurement supportées par eux deux : le mari et l'épouse. Le

stress qui en résulte sur les familles conduit souvent à la violence familiale et à la rupture conjugale. Et les hommes apportent parfois à la maison des maladies sexuellement transmissibles, qui sont très fréquentes dans les zones extractives.

Les impacts économiques

Les entreprises apportent des cadeaux et promettent des emplois et des travaux publics tels que les écoles et les routes. Beaucoup de ces promesses ne sont pas tenues ou ne sont honorées que temporairement. Mais les mines entraînent également des pertes économiques à long terme : la destruction de l'agriculture et de la pêche en raison de la contamination ou de l'épuisement de l'eau ; la perte de chasse et de cueillette en raison de la déforestation ; la perte de revenus touristiques existants ou potentiels parce

que la zone n'est plus attrayante pour les touristes ; le coût des terres perdues ; les coûts des soins de santé en raison de la maladie causée par les mines ; le coût du remplacement de l'eau potable contaminée, et plus encore. Et le coût de la vie devient beaucoup plus élevé que dans les régions environnantes.

La production alimentaire locale diminue à mesure que les emplois miniers remplacent les emplois liés à l'agriculture et à l'élevage, entraînant des hausses de prix. L'économie locale pourrait être ruinée si l'on constate que les produits de ces zones sont contaminés.

Les observations finales

Le risque de ces impacts doit être confronté aux communautés qui ouvrent leurs portes aux entreprises extractives. Une fois ouvert, les portes ne peuvent pas être facilement fermées.

Comment résister ?

D'abord, ils vous ignorent.

Ensuite, ils se moquent de vous.

Ensuite, ils vous combattent.

Ensuite, vous gagnez

-Gandhi.

Les actions suivantes sont conçues pour aider à renforcer votre résistance et à vaincre les projets extractifs ou à réduire considérablement leurs impacts. Ils sont mieux utilisés avant que les concessions ne soient accordées ou qu'il y ait un investissement important dans un projet, mais la plupart d'entre eux peuvent également être efficaces plus tard. Faites donc tout ce qui est possible pour arrêter ou ralentir le processus à n'importe quel stade. Plus vous attendez, plus il sera difficile d'arrêter le projet.

Il y a probablement plus d'actions décrites ici que vous ou votre communauté avez la capacité de mener à bien. NE VOUS LAISSEZ PAS SUBMERGER ! Plutôt, traitez le guide en tant que menu d'options. Commencez par choisir ces actions qui, selon vous, nécessiteront le moindre

effort et seront les plus efficaces pour votre situation particulière. Ignorez ceux qui semblent trop difficiles ou moins importants. Beaucoup peuvent (et devraient) se faire en même temps.

Si l'État fait la promotion de l'exploitation minière, analysez la meilleure façon d'augmenter le coût politique pour eux. Votre stratégie dépendra de l'environnement politique actuel. Formez des alliances avec des leaders politiques pourrait faire partie de votre stratégie pour créer une opposition législative.

Beaucoup de ces stratégies sont destinées à rendre les choses difficiles pour l'entreprise et à retarder son travail. Les retards coûtent de l'argent à l'entreprise, perturbent leurs investisseurs et vous donnent plus de temps pour organiser la résistance.

VOUS N'AVEZ PAS À LIMITER VOS ACTIONS À CELLES PRÉSENTÉES ICI ; Vous pouvez également créer de nouvelles tactiques, et certaines situations exigent des actions créatives nouvelles qui ne sont pas discutées ici. Faites tout votre possible pour que les actions restent non

violentes. Vous voulez éviter de donner au gouvernement un prétexte pour utiliser l'armée ou la police contre votre lutte.

2.A. Soyez prêts

D'abord prévenir (agir rapidement !)

La durée de la lutte et l'impact de l'exploitation minière sur la communauté sont en grande partie déterminés par deux facteurs : (a) la vitesse à laquelle vous et votre communauté pouvez vous mobiliser contre la menace, et (b) la résistance, la ténacité et la résilience de votre communauté pour résister. Il est utile de penser à une entreprise d'extraction comme à une maladie et à votre communauté en tant qu'organisme à risque. Comme dans toute maladie réelle, elle doit être traitée le plus tôt possible pour l'empêcher de croître et causer plus de dégâts.

Pour éviter que l'exploitation minière ne prenne pied, commencez par vous informer, puis publiez les menaces en diffusant le mot à d'autres et en mobilisant votre communauté. Après qu'elles aient construit des routes, exploré, découvert des ressources et dépensé de l'argent, les arrêter devient une bataille plus longue et plus difficile. Le gouvernement sera fortement pressé de permettre au projet de continuer si la société a investi des millions de dollars et est protégé par des accords internationaux de libre-échange. À ce stade, il semble que le projet soit inévitable, mais ce n'est pas vrai. Les actions de ce guide sont utiles à n'importe quel stade.

Découvrez rapidement si les concessions ont été accordées ou demandées. Au premier soupçon d'industries extractives en cours de promotion, les défier et essayez de travailler avec les gouvernements locaux pour adopter une loi qui interdit ou limite sévèrement ces activités dans votre comté, province ou autre juridiction.

Par exemple, peut-être que vous pouvez adopter une loi interdisant l'utilisation de substances toxiques comme le cyanure, comme l'ont fait certaines provinces du Costa Rica et de l'Argentine. Ou d'interdire l'exploitation minière dans un terrain très raide ou au-dessus d'une certaine altitude, comme aux Philippines. Les citoyens du Wisconsin, aux États-Unis, ont aidé à

adopter une loi qui a essentiellement empêché toutes les mines dans leur Etat. Voir l'annexe C-6.

Prenez le contrôle des réunions. Prévenir ou ralentir la présence de l'entreprise dans les communautés est très important à ce stade précoce. Votre communauté peut le faire en insistant sur le fait qu'aucune réunion parrainée par l'entreprise n'ait lieu sans l'approbation de la communauté, obtenue dans les assemblées publiques. Vous devez être pleinement informé sur le projet avant que l'entreprise ne commence à répandre des mensonges et des demi-vérités. Ne laissez pas les entreprises définir les règles de base pour les réunions et faites très attention afin qu'elles ne les utilisent pas pour leurs propres fins (voir *Annexe A, Tactiques 2 et 3*).

Ayez un plan

Ayez un objectif, une stratégie et un plan d'action. Si trop de monde soutient l'exploitation minière, l'objectif est de limiter les dégâts plutôt que de l'arrêter complètement.

Écrivez votre plan, discutez avec ceux en qui vous avez confiance et demandez leur contribution. Enregistrez les mises à jour au besoin. Mais veillez à ce que le plan ne tombe pas dans les mains hostiles - faites peu ou pas de copies. Pensez également à votre stratégie si le plan est en quelque sorte divulgué.

Pensez à la meilleure façon de concentrer vos énergies limitées et votre financement pour avoir le plus grand impact et maximiser vos chances de succès. À mesure que la campagne se déroule, votre plan vous aidera à définir ce qui a été réalisé et ce qui nécessite une attention accrue. Soyez flexible et capable d'adapter rapidement votre plan à de nouvelles situations et à de nouvelles entrées.

Collecter des informations

Pour savoir si une société minière a postulé ou a l'intention de postuler à une concession minière, cherchez des articles dans votre journal local ou régional et soyez à l'écoute des rumeurs - ne pas négliger les rumeurs que vous entendez chez le coiffeur local, le bar ou d'autres lieux de

rassemblement. Des étrangers peuvent arriver dans les voitures pour regarder autour, les individus peuvent prendre des échantillons de sol et de l'eau des rivières et des cours d'eau, les avions peuvent commencer à survoler ou les géomètres peuvent commencer à enquêter sur la région. C'est à ce moment-là que vous devriez commencer à creuser des informations. Mais ne croyez pas la plupart de ce que les responsables de l'entreprise ou de l'État vous le disent - au mieux, vous pourriez avoir des demi-vérités. Si disponible, obtenez des copies des cartes gouvernementales montrant des concessions. Si une entreprise est en train d'acquérir des concessions dans votre région, commencez à alerter les communautés locales et les gouvernements locaux, mais assurez-vous d'avoir des informations fiables. Découvrez ce que les fonctionnaires de votre gouvernement local savent et s'ils sont prêts à vous aider.

Les informations peuvent être disponibles en ligne, car certains ministères des mines (ou d'autres ministères concernés) publient des cartes avec des informations détaillées sur les concessions minières. Cette information, associée à des détails qui peuvent être obtenus à partir d'archives d'entreprise, peut aider à cartographier les concessions minières et comment elles chevauchent les terres communautaires. Visitez le site Web du ministère des Mines ou son équivalent et obtenez autant d'informations que possible sur le projet. Si cela ne fonctionne pas, demandez cette information directement au ministère. Vous avez peut-être besoin d'un document officiel qui le demande, et pour cela, vous pourriez avoir besoin d'un avocat ou de l'aide d'une organisation régionale ou la capitale nationale. S'il existe des directions minières régionales, il est peut-être plus rapide d'en obtenir des informations. Il peut être encore plus efficace de l'obtenir d'un agent amical.

Toujours laisser une trace de papier. Demandez des informations par écrit et assurez-vous que les fonctionnaires cachètent votre copie de la demande avec la date et une signature, pour référence ultérieure.

Une fois que vous avez alerté vos amis et vos voisins, vous pouvez organiser certains d'entre eux pour vous aider à en savoir plus sur l'entreprise et les prochaines étapes qu'il faudra prendre. Recherchez l'histoire de la société en matière de pratiques sociales et environnementales. Si

possible, contactez d'autres communautés où la société a opéré pour en savoir plus. Dans la mesure du possible, participez aux réunions publiques organisées par les entreprises pour savoir ce qui est offert, ses plans, les membres de la communauté qui soutiennent l'entreprise et pourquoi (*voir Annexe A, Tactique n° 2*).

Votre pays peut avoir un Plan de Développement National qui identifie les domaines où les activités de l'industrie extractive sont autorisées ou prévues. Ce document peut montrer si votre communauté est dans un domaine de « développement extractif », afin que vous puissiez commencer à alerter et éduquer les communautés, le gouvernement local et d'autres parties prenantes.

Profitez des détails sur l'entreprise. Qui sont-ils ? Quel est leur pays d'origine ? Qui sont les principaux actionnaires ? Qu'est-ce qu'ils ou le gouvernement planifient ? Quel est leur record ? Sont-ils légalement enregistrés dans le pays ? Comment sont-ils financés ? Pour trouver des réponses, consultez le site Web de l'entreprise fréquemment ; Si ce n'est qu'en anglais, demandez à quelqu'un de vous aider à traduire ou utilisez une traduction en ligne comme Google Translate (qualité médiocre). Trouvez d'autres sites qui affichent également des informations sur l'entreprise (*voir Ressources B dans le Supplément*).

Une étude de préfaisabilité peut apparaître sur le site d'une entreprise et peut être une bonne source d'informations. Elle doit légalement être véridique.

Les projets de cartographie : dans certains pays, il existe des organisations et des réseaux qui ont des projets de cartographie destinés à informer les communautés et à les aider à s'organiser contre l'exploitation minière (*voir Ressources B dans le Supplément*). Cela peut gagner du temps et des efforts.

Les informations financières : Suivez l'argent à la source et rendez-le public. Si possible, trouvez quelqu'un qui peut lire les états financiers. La source la plus fiable d'information financière est EDGAR aux États-Unis et SEDAR au Canada - ils sont légalement tenus d'être véridiques. La communauté financière s'inquiète beaucoup de leur image publique. Si des institutions comme la Banque mondiale participent au financement du

projet, elles doivent rendre compte à leurs donateurs. Rendez leur participation publique et dénoncez des irrégularités à ces institutions.

Découvrez qui fournit des prêts à l'entreprise. Vous pourriez alors commencer une campagne de rédaction de lettres pour sécher le financement. Si cela échoue, essayez d'obtenir un cabinet d'avocats pour leur écrire une lettre en les avertissant de poursuites potentielles si leur financement sert à violer les droits de l'Homme.

Identifiez les contraintes juridiques pour que les entreprises opèrent selon les lois, la constitution et les traités internationaux, ainsi que les procédures légales requises pour acquérir des concessions. **NE TARDEZ PAS.**

Recherchez des défauts : si une concession a été accordée : cherchez un bon avocat ou une organisation environnementale pour vous aider à découvrir les défauts dans le processus d'octroi, les dénoncer et présentez une contestation judiciaire. Expliquez les étapes à suivre avant de pouvoir passer à l'étape suivante. Obtenez des copies de tous les documents disponibles et vérifiez s'ils satisfont à toutes les exigences légales (si possible avec l'aide d'un avocat spécialisé). Cela pourrait constituer un levier juridique utile.

Cette information est essentielle au début et par la suite. Partagez-le avec des groupes et des communautés et signalez tout historique de mauvais comportement, de contamination ou de défaillances économiques de votre communauté, du gouvernement ou des médias.

Recueillez les mesures de base et images

Avant que l'exploration commence ou, dès que possible après, assurez-vous que les membres de la collectivité recueillent des mesures de terrain de base (température, pH, conductivité spécifique et niveau d'eau) dans des endroits importants de surface et d'eau souterraine pendant toutes les saisons. Voir "Ressources M" pour les équipements peu coûteux. Continuez à collecter des données tout au long du projet pour démontrer les impacts.

Alors que votre équipement permet des mesures de base, vous voudrez éventuellement obtenir des résultats analytiques plus détaillés. Certaines

universités ont des laboratoires pour analyser l'eau à faible coût. Trouvez un expert fiable ou un personnel sympathique digne de confiance ou une personne formidable qui peut accéder à un laboratoire approprié et qui, peut-être, peut écrire des articles et obtenir des images satellites. Comparez vos mesures du pH sur le terrain et de la conductivité spécifique contre les résultats de laboratoire, en tant que contrôle. Vous devrez peut-être recueillir des fonds pour cela.

Obtenez des images : obtenez des images aéroportées, satellites ou terrestres pour montrer les conditions avant le début d'un projet minier ou le plus tôt possible. Ils peuvent montrer la présence de sources, de forêts originales, de zones humides, de défauts et de perturbations dues à la construction de routes et au forage d'exploration. Vous pouvez marquer les images pour montrer les différents projets en cours dans la région. Demandez autour de trouver quelqu'un qui peut obtenir les images nécessaires. Google Earth est également une excellente possibilité, et fournit également des images historiques. Skytruth.org (voir *Ressources N*) peut aider à obtenir des images et à le transformer en images.

Ces mesures et ces images peuvent être très puissantes ! Avoir vos propres mesures modifie la dynamique des réunions, car l'entreprise n'a plus les seules données disponibles. Il permet également des interrogations plus spécifiques ; La société sera forcée de résoudre des problèmes inconfortables lorsque les citoyens démontrent, avec des données, qu'ils sont pertinents. Et la société doit maintenant être honnête avec sa propre analyse de données. Parfois, la simple collecte d'échantillons, même sans les analyser, suffit à forcer l'ouverture de l'entreprise.

Des mesures et des images d'avant-et-après, provenant de mines similaires d'ailleurs qui montrent comment l'exploitation minière affecte la terre, l'eau et la communauté sont tout aussi puissants.

Protégez votre terre

La société essaiera souvent d'acheter des voies d'accès et d'autres propriétés clés. Ils peuvent offrir des prix élevés pour la terre pour gagner les résidents et affaiblir la résistance. Parfois, ils vont

acheter des terres progressivement, une parcelle à la fois. Ou ils peuvent obliger les agriculteurs locaux à vendre leurs terres aux prix déterminés par l'entreprise. Ou ils pourraient essayer de louer le terrain pendant de nombreuses années, car ils peuvent simplement se retirer et partir quand ils ont fini sans avoir à nettoyer ou à restaurer la terre.

Dès que vous savez où est la concession, essayez de recueillir des fonds pour acheter des terrains à l'intérieur et à proximité de la concession, et confiez-les à la communauté ou si la communauté n'est pas reconnue légalement par le gouvernement, confiez-le à quelqu'un de 100% fiable. La terre peut éventuellement être utilisée pour protéger l'environnement local, pour le tourisme ou pour d'autres utilisations. C'est un outil important pour arrêter les entreprises.

Une tactique précieuse est que, dans les plus brefs délais, un groupe religieux désigne la zone menacée par l'exploitation minière en tant que « terre sacrée ». Assurez-vous qu'il est cartographié et, le cas échéant, possède un sanctuaire construit et sanctifié par une religion puissante du pays ou de l'État.

L'éducation et l'organisation sont également utiles. Si les gens comprennent que la vente ou la location de terrains à la société mettra leur communauté en danger, ou que cela pourrait provoquer une invasion par des trafiquants qui souhaitent « faire un massacre », ils seraient peut-être moins disposés à vendre. De plus, commencez des discussions communautaires sur la planification de l'utilisation des terres localement contrôlée et les alternatives économiques à l'exploitation minière afin que les gens puissent imaginer de nouvelles opportunités économiques s'ils gardent le contrôle de leurs terres.

La société peut demander au gouvernement d'exproprier ou de créer une servitude sur le terrain. La meilleure défense contre une demande d'expropriation est une contestation judiciaire, par exemple en contestant les besoins de la société en matière de terre et en démontrant qu'elle violerait les droits constitutionnels.

2.B. Construisez l'opposition locale

Organisez

UNE FORTE ORGANISATION LOCALE EST ABSOLUMENT CRUCIALE AU SUCCÈS.

Créer une organisation locale si elle n'existe pas déjà. Cela commence parfois avec une ou deux personnes et se construit à partir de là. Essayez d'obtenir le soutien des leaders religieux et civiques. Essayez de faire en sorte que l'organisation soit composée d'individus locaux dignes de confiance, de préférence des leaders respectés de votre communauté ou de votre région.

Déterminez les enjeux essentiels localement qui sont les plus préoccupants et les plus susceptibles de dynamiser les gens. Pour de nombreuses communautés, l'eau - quantité et qualité - est une préoccupation majeure. Pour d'autres, c'est le moyen de subsistance, ou la santé, ou l'autodétermination, ou la paix sociale. Organisez autour de ces questions.

Votre travail pourrait être opposé par certains qui voient leurs faux espoirs de progrès ou de l'argent rapide contrecarré par vos actions. D'où l'importance d'éduquer et de maintenir l'unité dans la communauté.

Inspirez les gens en leur rappelant que, ensemble, ils ont un grand pouvoir et qu'ils peuvent refuser de coopérer à leur propre destruction.

Les groupes forts de femmes peuvent jouer un rôle important dans l'arrêt des projets miniers, puisque les mines ont l'impact le plus grave sur les femmes. Les femmes sont souvent à la pointe des luttes minières. Aussi, inclure et encourager les jeunes leaders.

Solliciter l'aide d'un spécialiste technique (ceci est essentiel tout au long du processus) et former ou trouver d'autres personnes qui peuvent prendre des aspects de la bataille - un spécialiste financier, une personne médiatique, etc., et travailler conjointement avec d'autres groupes susceptibles d'avoir des compétences que votre groupe n'a pas. Quelqu'un d'une université peut être utile.

Vous serez surpris de savoir combien de ressources précieuses vous pourriez avoir autour de vous : fonctionnaires du gouvernement à la retraite, avocats, experts informatiques, graphistes, géomètres, journalistes, écologistes, experts en eau, photographes, etc. Ils peuvent vous aider à identifier les contraintes auxquelles sont soumises les entreprises, à trouver les procédures juridiques

requis, à documenter les irrégularités et les faire connaître.

Faites passer le mot. Pour rassembler la communauté, maintenez le message simple, peut-être avec un slogan court et sans ambiguïté (par exemple : "Non à l'exploitation minière !", Ou "Oui à la vie, Non à l'exploitation minière !") Et un appel à l'action.

Répartissez le leadership : Pour les principaux rôles de leadership, ne comptez pas sur une seule personne ; formez plusieurs leaders. La distribution de leadership empêche vos efforts d'être écrasés par l'élimination ou le départ d'un seul chef, et limite également la probabilité d'épuisement professionnel.

Il est impératif que les gens puissent répondre rapidement aux situations. Prévoyez un système de communication à réponse rapide - *et assurez-vous que l'entreprise le sait !* S'il n'y a pas de service téléphonique, obtenez des talkies-walkies et donnez-les à des personnes clés dans la région. Assurez-vous que l'équipement est bien gardé et que le système fonctionne bien. Pensez à un autre moyen de communication dans le cas où le canal normal est désactivé. Et n'oubliez pas que votre téléphone, votre courrier électronique ou toute autre communication électronique est surveillée et peut être interrompue (*voir Ressources K*).

Informez la communauté

Lorsque vous collectez des informations, informez-en la communauté à travers des photos, des brochures, des livres, des vidéos et des brochures. Faites des rencontres ou faites du porte-à-porte en parlant à des personnes de votre communauté et à proximité, et essayez de les convaincre de la nécessité de s'organiser et de se mobiliser contre le projet. Racontez des histoires et montrez des images sur les dégâts environnementaux, les effets sur la santé et la crise sociale. Les jeux ou les spectacles de marionnettes peuvent être efficaces. Les photos et / ou les vidéos montrant la destruction des mines et la résistance réussie sont particulièrement utiles (*voir Ressources H*). Le matériel audiovisuel est souvent plus efficace que le matériel écrit.

Vous pouvez créer un journal communautaire simple (ou poster dans un journal existant), et / ou poster des bulletins hebdomadaires autour de la communauté. Soyez interviewé sur des programmes de radio ou créez vos propres programmes. Un moyen efficace et peu coûteux d'informer est de distribuer des documents simples avec principalement des images ou des dessins, montrant les impacts sociaux et environnementaux. (Vous pouvez inclure les images à la fin de ce guide.)

Gardez les personnes clés informées sur les réunions ou autres événements que l'entreprise peut héberger. Donnez des documents pertinents (par exemple, les lois environnementales et les droits communautaires) aux dirigeants rapidement afin qu'ils puissent les familiariser avec eux. Peut-être une personne bien informée peut-elle contribuer à la simplifier et à rendre la langue compréhensible.

Missions de terrain : si possible, organiser des excursions sur d'autres sites miniers afin que les gens puissent voir les dégâts environnementaux et sociaux de leurs propres yeux. Invitez les gens des communautés affectées par les mines à parler localement et à partager leurs expériences.

Droits : En outre, en personne ou avec des documents, informez les gens des droits des citoyens et des communautés et des obligations des entreprises. Par exemple, une concession donne généralement les droits à l'entreprise uniquement en dessous de la surface, et aucune entreprise ne peut légalement entrer une propriété privée sans l'autorisation du propriétaire. Soulignez que les droits de l'entreprise ne l'emportent pas sur les droits individuels ou collectifs. Connaître et exercer leurs droits contribue à l'autonomisation des personnes. Vous voudrez peut-être organiser un exposé mettant en vedette quelqu'un ayant une expertise dans les droits légaux collectifs et individuels, ou d'une organisation des droits de l'Homme pour renforcer le message.

Pour maintenir la motivation, gardez la communauté informée sur les actions récentes, les nouvelles organisations qui se joignent et d'autres progrès.

L'objectif est de créer une « masse critique » de l'opinion publique contre les mines et en faveur du développement durable et du bien-être de la

communauté. Rappelez-vous, si vous ne travaillez pas pour le bien-être de votre communauté, personne d'autre ne le fera. C'est votre communauté en danger, afin que votre communauté soit responsable de la résistance. Surtout, assurez-vous que les femmes sont bien informées et engagées - elles font souvent une grande différence.

Après avoir informé votre communauté, rencontrer les communautés voisines et les entités locales telles que les gouvernements locaux, les entreprises et les groupes d'agriculteurs, et les organisations de femmes, toute personne dont le bien-être peut être menacé par l'exploitation minière. Rappelez-vous, les mines peuvent influencer sur les personnes et les communautés situées à des dizaines de kilomètres de la mine - la contamination véhiculée par le vent ou l'eau ne respecte pas les limites administratives.

Travaillez dur avec le gouvernement local

Assurez-vous que votre organisation communautaire reste distincte du gouvernement ou de l'entreprise. Mais si vous pensez que votre gouvernement local est digne de confiance, faites tout votre possible pour les obtenir en tant qu'alliés - ils peuvent jouer un rôle important et peuvent parfois arrêter de grands projets. Envisagez d'aborder les autorités gouvernementales régionales et / ou nationales aussi. Si l'exploitation minière est nouvelle dans votre région, les fonctionnaires du gouvernement ont probablement besoin d'être sensibilisés aux nombreux impacts graves. Assurez-vous que les gouvernements locaux comprennent que les projets extractifs peuvent parfois détruire les plans de développement locaux, comme le tourisme, la production biologique, les sites archéologiques ou la production hydroélectrique. Vous pouvez comparer quantitativement les pertes économiques du tourisme, de l'agriculture, etc., plus les coûts des terres perdues et de l'eau contaminée par rapport à la valeur des emplois miniers (créés temporairement ou simplement promis). Vous pourriez signaler que les entreprises transmettent souvent leurs bénéfices aux paradis fiscaux pour éviter de payer des impôts.

Même si les fonctionnaires ne répondent souvent pas aux intérêts des personnes qui les ont élus, leur donner le bénéfice du doute. Évitez de les aliéner. Travailler avec eux et leur donner autant d'informations que possible. Gardez les informés sur les réunions et les voyages et invitez-les à votre communauté afin qu'ils puissent examiner de

plus près le problème. Recherchez des partisans de tous les côtés du spectre politique, mais essayez d'éviter de laisser la politique de parti entrer dans votre lutte.

Il existe d'autres façons de bénéficier d'une relation étroite avec le gouvernement - par ex., en déclarant que votre comté ou province est un « territoire sans mines » ou une « zone de développement du tourisme ». Offrez de travailler avec eux pour produire un plan de gestion foncière qui exclut spécifiquement les industries extractives et soutient des projets locaux.

Si vous décidez que le fait d'essayer d'amener le gouvernement local de votre côté est sans espoir, envisagez d'aborder les autorités gouvernementales régionales et nationales qui pourraient devenir des alliés et essayer de les gagner à votre place. Certains fonctionnaires pourraient vous donner des informations très importantes et plus tard défendre votre cause au Congrès. Ils pourraient présenter l'extractivisme comme préjudiciable pour l'ensemble du pays, non seulement pour les communautés touchées.

NOTE : Dans certaines régions, les dirigeants tribaux peuvent jouer un rôle informel dans un gouvernement local, il est donc important de les tenir au courant et d'obtenir leur soutien. Ce sont eux qui, après avoir été bien informés, peuvent mener la résistance. Lorsque les terres sont organisées collectivement, l'organisation communautaire doit impliquer les conseils et les autorités autochtones, agraires et afro-descendants.

Obtenez des fonds

La lutte peut durer des années et peut nécessiter de l'argent substantiel. Il existe des organisations qui peuvent vous aider financièrement dans votre combat (*voir Ressources P et Q*).

Au début, essayez d'obtenir un financement localement grâce à des donateurs locaux et à des événements tels que des danses, des festivals de musique, des jeux communautaires, des tirages ou des enchères. Demandez à un musicien ou poète local de contribuer avec une « apparition étoile » à votre événement. Vous pouvez faire appel à un artiste renommé d'une ville proche. Si de tels événements se révèlent efficaces, vous pouvez les modifier légèrement et les répéter plus tard. Ils

sont également un grand coup de pouce pour le moral et la solidarité, et peuvent recruter plus de citoyens pour la cause.

À mesure que la campagne évolue, vous pourriez avoir besoin de financement pour des travaux comme la construction et la maintenance d'un site Web, l'impression, la production de vidéos courtes, les frais de déplacement, les expertises et l'assistance juridique ou autre. L'obtention de fonds extérieurs peut prendre du temps, mais vous pouvez également trouver des volontaires qui sont prêts à vous aider.

Contactez les organisations nationales et internationales pour aider à identifier les sources de financement possibles et regarder sur Internet. Communiquez avec d'autres communautés et individus qui luttent contre des luttes similaires ; ils pourraient vous conduire à des bailleurs de fonds.

Bien que le financement externe puisse faciliter l'exécution de plus d'activités contre un projet extractif, il est préférable de ne pas compter sur lui complètement. Il est préférable de fonder votre résistance principalement sur vos propres ressources. Vous devez également savoir que l'afflux d'importantes sommes d'argent pourrait endommager une organisation faible ou générer des conflits internes. Dans ce cas, prenez des mesures pour protéger votre organisation.

Créez des alternatives économiques

La lutte obtiendra plus de respect de la part de la communauté si vous aidez à renforcer l'autodétermination locale et à élargir les opportunités économiques en créant des projets qui donnent aux gens une alternative à être embauchés par l'entreprise. Voir les exemples à l'annexe C-10. Le support est disponible auprès de Rainforest Alliance (Ressources R).

D'autres projets économiques sont importants, mais rappelez-vous que les entreprises peuvent offrir des salaires plus élevés - au moins à court ou à moyen terme. À la fin, l'éducation sociale et environnementale sur les conséquences dévastatrices à long terme de l'exploitation minière et la durabilité des alternatives est cruciale.

2.C. Formez des alliances et organisez globalement

Pour aider à établir le terrain de jeu entre les entreprises puissantes et les communautés locales, menez la bataille sur plusieurs fronts à la fois. Faites tout votre possible pour passer le mot et obtenir un soutien local, régional, national et international. Cherchez le soutien des universités, des organisations non gouvernementales locales, régionales et internationales (ONG), des réseaux sociaux et éventuellement des médias, des gouvernements locaux et / ou régionaux.

Si la société et / ou l'État ont les tribunaux de leur côté, vous pouvez avoir la presse, les organisations, les communautés locales et, espérons-le, les gouvernements locaux du vôtre. L'attention mondiale et le soutien des organisations internationales peuvent jouer un rôle décisif.

Dès que la société ou ses représentants se présentent, formez une alliance avec un groupe de défense des droits de l'Homme reconnu comme Human Rights Watch, Amnesty International ou la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) et demandez au groupe de faire connaître les violations des droits de l'Homme (*voir Ressources E et R*). Cela obligera l'entreprise à marcher avec précaution. Encore mieux, un groupe pourrait accepter d'envoyer des observateurs pour témoigner, enregistrer et dénoncer ce qui se passe. Lorsque cela se produit, les entreprises (et le gouvernement) doivent faire très attention.

Commencez par des alliances locales

Travaillez pour créer une grande variété d'opposition locale. Atteignez les propriétaires fonciers (en particulier les collectifs), les organisations religieuses et environnementales, les gouvernements locaux, les gouvernements régionaux et nationaux, les groupes d'entreprises et les agriculteurs, et les organisations de femmes - toute personne dont le bien-être pourrait être menacé par un projet extractif. Gardez-les informés et engagés.

Informez l'église locale ou les dirigeants religieux des répercussions des mines sur les pauvres et les marginalisés, et les ravages sociaux qu'ils causent souvent. L'implication des leaders religieux, ou de l'église elle-même, peut faire toute la différence dans le résultat.

Un allié fort pourrait être le conseil d'eau local ou régional ou son équivalent, lorsqu'ils comprennent qu'une activité extractive peut contaminer et / ou sécher des sources d'eau importantes. D'autres alliés pourraient être des groupes d'agriculteurs situés en aval, dont l'eau d'irrigation serait contaminée et leur santé et leurs cultures ont eu un impact. De même, les pisciculteurs, les propriétaires de crevettes et beaucoup d'autres pourraient devenir des alliés forts.

Former des alliances avec d'autres communautés touchées. De certains d'entre eux, vous pouvez obtenir les informations dont vous avez besoin à des fins éducatives. Rappelez-vous, les communautés en aval et en aval seront également touchées par l'exploitation minière. Visitez donc ces communautés et faites-les participer.

Si les attractions touristiques réelles ou potentielles sont menacées, recherchez et essayez de travailler avec les organisations touristiques (ou les entrepreneurs individuels du tourisme) à l'échelle locale ou nationale.

Rapidement élargir vos alliances

Les étudiants universitaires peuvent parfois s'inspirer de votre lutte et offrir une aide gratuite. Vous ou une connaissance peut connaître quelqu'un dans une université qui peut aider à organiser un rendez-vous avec des amis, un club universitaire ou un département (biologie, tourisme et hydrologie). Les professeurs d'université sont d'excellents alliés. Demandez de faire des présentations dans leurs cours et de recruter de l'aide aux étudiants de cette façon. Les professeurs peuvent être prêts à faire des recherches pour votre organisation ou votre communauté ou demander aux élèves de faire ce travail dans le cadre d'une classe. Vous pouvez également collecter des fonds et augmenter la publicité en demandant aux professeurs et aux étudiants de tenir un forum ou une conférence sur votre lutte. Cela peut également générer un intérêt médiatique. (Mais veillez à ce qu'ils n'aient pas été cooptés par les intérêts miniers).

Les alliés potentiels au sein du gouvernement national pourraient inclure l'ombudsman, un commissaire aux droits de l'Homme, le ministre du Tourisme, des ressources naturelles et des services de conservation de la faune, ou une

agence de l'eau. Ceux-ci ne deviendront des alliés que s'ils sont vraiment indépendants des pouvoirs qui veulent pousser le projet.

Les ONG : les ONG nationales (organisations non gouvernementales) sont également des alliés utiles. Trouvez quelles ONG dans les grandes villes travaillent sur les industries extractives et les droits de l'Homme ou l'environnement. Essayez d'enrôler autant que possible et demandez leur aide pour recueillir des informations auprès du gouvernement et d'autres sources. Ces ONG peuvent financer des ateliers et des séances d'information sur les impacts de l'exploitation minière. Voir si les ONG peuvent vous fournir des conseils juridiques gratuits.

Du niveau national, passez rapidement à l'arène internationale. Contactez et développez de bonnes relations avec une ou plusieurs organisations internationales. Assurez-vous d'impliquer MiningWatch Canada et Earthworks (voir Ressources Q) au début du processus : Ils peuvent être des alliés précieux et efficaces. Si vous devez faire face à des abus d'État, impliquez Amnesty International, Front Line Defenders, FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme) ou d'autres organisations similaires. Les abus devront être bien documentés. Si les zones protégées ou les espèces en voie de disparition sont directement ou indirectement affectées, vous pouvez trouver des alliés dans des organisations environnementales internationales telles que l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) ou le Conseil de défense des ressources naturelles (NRDC).

Faites campagne dans le pays d'origine

Trouvez des organismes utiles dans le pays où se trouve la société, comme MiningWatch au Canada, Earthworks et Oxfam America aux États-Unis, Rainforest Information Center en Australie et le London Mining Network au Royaume-Uni, ISF SystExt en France. Gardez-les informés et demandez de l'aide et des informations sur la société minière et ses investisseurs et les sources de financement. Utilisez ces alliances pour lancer des campagnes d'écriture de lettres pour dénoncer les abus et les illégalités ou mettre en évidence les

risques politiques, culturels ou biologiques associés aux activités de l'entreprise. Faites pression sur les investisseurs et d'autres bailleurs de fonds pour se débarrasser de leur participation dans l'entreprise. Ces actions peuvent aider à réduire le prix des actions de la société. Faites-les pour vous aider à faire connaître votre histoire et honte à la société chez elle, parce que c'est là où une grande partie du pouvoir est concentré.

Contactez les journaux dans le pays d'origine de l'entreprise. Envoyez des dénonciations et des pétitions à son gouvernement. Si vos informations sont fiables et que la société souhaite apparaître responsable, elle peut modifier sa politique ou abandonner tout le projet. (Cependant vous pouvez avoir une entreprise irresponsable sans réputation à perdre).

Les résidents de la région peuvent envoyer un message personnel au président du pays d'origine de l'entreprise pour signaler des tactiques illégales ou agressives ou d'autres problèmes avec l'entreprise. Un personnage admiré à l'échelle nationale dans ce pays pourrait également être enrôlé pour ajouter de la pression.

Si possible, associez-vous à un ou plusieurs groupes dans le pays et visitez ce pays d'origine pour attirer l'attention sur l'unicité de votre région et sur les problèmes que causent les activités de l'entreprise.

Bourse : Dénoncez l'entreprise à la Securities and Exchange Commission, ou son équivalent dans son pays d'origine. Cela peut les empêcher de se négocier sur l'échange ou les rendre mieux réglementés. Indiquez toute information fausse ou frauduleuse que la société pourrait publier. Tenez un registre de toutes les communications avec la Securities and Exchange Commission et partagez-le avec les alliés dans le pays, les médias et / ou les organismes supérieurs qui réglementent les marchés boursiers.

Investisseurs et bailleurs de fonds : si un prêt majeur d'une banque ou d'un autre bailleur de fonds peut être évité, cela peut avoir un impact très important sur le projet - il peut l'éliminer entièrement. Achetez des actions dans la société afin que vous puissiez assister à leurs assemblées générales. Cela vous permettra de (a) parler directement avec certains investisseurs plus importants de ce que fait l'entreprise ou de leur

signaler les obstacles juridiques, environnementaux et sociaux au projet, (b) soumettre une résolution des actionnaires qui profite aux communautés, et (c) en savoir plus sur ce qu'ils planifient - des informations qui, autrement, pourraient être difficiles à obtenir.

Connectez-vous avec des groupes d'investisseurs socialement responsables, tels que des organisations religieuses, des fonds de pension ou des fonds sociaux tels que Calvert et Trillium.

Cela fonctionne mieux avec les investisseurs qui ont un certain degré de conscience sociale ou environnementale. D'autres ne se soucient que de leurs bénéficiaires. Si elles sont assez publiées, vos actions peuvent aider à effrayer de nouveaux investisseurs potentiels.

Si la société est cotée en bourse, il ne devrait pas être difficile d'obtenir les coordonnées des principaux investisseurs. Les possibilités comprennent SEDAR (Canada), EDGAR (USA), Corp Watch (États-Unis) et Rainforest Information Center (Australie).

Les membres du conseil d'administration : Étant donné que la contribution du conseil prend du poids avec le chef de la direction, essayez de les informer de la situation : des lettres polies ou, si possible, des visites personnelles.

Campagnes d'écriture de lettres : les campagnes d'écriture de lettres comportant des lettres provenant de l'étranger peuvent rendre difficile aux fonctionnaires d'expliquer le problème et attirer leur attention sur un problème dont ils pourraient ne pas être pleinement conscients. Plus important encore, les lettres permettent aux officiels de savoir que les personnes en dehors des communautés locales les regardent. Les lettres peuvent être envoyées au leader de l'entreprise, à un décideur dans le gouvernement de votre pays, au président ou aux membres du congrès du pays d'origine de l'entreprise, aux principaux bailleurs de fonds et aux investisseurs importants de l'entreprise - choisissez un ou quelques-uns de cette liste. Pour les lettres sous forme de courrier électronique, imprimez-les et envoyez-les avec les lettres papier. L'objectif est d'inonder la cible avec des lettres de partout.

En outre, considérez d'autres approches : l'Internet (par exemple, MoveOn.org, SumOfUs.org), les lettres des personnes locales touchées par le

projet et les appels téléphoniques ou des lettres d'une figure admirée à l'échelle nationale.

Anticipez des questions : en parlant (ou en écrivant à) des dirigeants et des officiels à tous les niveaux, du local à l'international, anticipez leurs arguments et répondez-leur de manière proactive à l'avance.

Rendez cela personnel : les photos de la dévastation peuvent être puissantes. Envisagez de mettre les investisseurs ou les membres du conseil face à face avec un résident affecté par l'exploitation minière. Dans tous les cas, les lettres et les contacts doivent être calmes et factuels plutôt que fâchés, hostiles ou inflammatoires, ce qui ne peut qu'aliéner votre objectif.

2.D. Utilisez la loi et le processus politique

Poursuites et plaintes constitutionnelles

Une contestation judiciaire peut être très efficace. Il envoie un message puissant à la société, ses actionnaires et leurs représentants élus. Il peut arrêter le projet ou le retarder considérablement, vous permettant de mieux vous organiser. Essayez de rendre la contestation judiciaire aussi solide que possible, car si elle réussit, elle peut établir un précédent légal. Vous devrez probablement compter sur une ONG nationale ou internationale pour vous aider, car cela peut être un processus complexe et coûteux. Même si les tribunaux locaux semblent être corrompus ou cooptés par les autorités de l'État, vous pouvez vouloir continuer, car il s'agit d'une étape nécessaire avant de présenter votre affaire devant un tribunal régional ou international, comme le système interaméricain des droits de l'Homme ou le Tribunal de l'eau de l'Amérique latine. Ils vous demanderont de montrer que vous avez épuisé toutes les mesures juridiques dans votre pays. Bien que tout cela puisse être frustrant, cela est également indispensable si vous voulez essayer cette option (et nous recommandons fortement de garder l'option ouverte).

Étudiez soigneusement la législation constitutionnelle et minière, cherchez des opportunités. Si vous constatez que la société a commis des erreurs de procédure, déposez un recours juridique pour annuler ses concessions. Si cela échoue, présentez une plainte

constitutionnelle contre la société minière et / ou le gouvernement, en raison d'une violation légale ou constitutionnelle (exemples : manque de consultation avec la communauté ou prise de propriété sans compensation équitable). Si cela échoue, et si vous avez de bons arguments, vous pouvez poursuivre le gouvernement pour violation de la législation minière ou d'autres lois.

Envisagez la poursuite de la société dans le pays où elle est enregistrée et / ou poursuivez la bourse concernée. **Attention** : cela exige que vous ayez des liens étroits avec une ou plusieurs organisations dans ce pays qui peuvent aider - et de l'argent. Recherchez une assistance juridique professionnelle (voir *Ressources G et Q*). Les principaux objectifs sont de dédicacer l'entreprise de l'échange, d'attirer l'attention du public sur la façon dont ses bourses financent les abus des droits de l'Homme ou environnementaux et de faire pression sur le gouvernement pour qu'il applique des normes plus strictes pour réglementer les entreprises extractives opérant à l'étranger. La menace d'un procès comme celui-ci peut effrayer les investisseurs.

De nombreuses communautés utilisent la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (pour le CLIP), le droit agraire, le droit municipal et d'autres outils pour exprimer leur opposition aux projets miniers.

Les référendums / votes locaux

Les référendums locaux sont devenus un moyen populaire de démocratiser le processus décisionnel. Dans presque tous les cas, les électeurs ont rejeté massivement les projets extractifs.

Cette approche n'est pas toujours acceptée par les gouvernements nationaux et peut ne pas être juridiquement contraignante. Et, la société ou le gouvernement peut investir assez pour orienter le référendum à leur façon. Néanmoins, les référendums ont une influence politique et peuvent dérailler des projets, en particulier ceux qui ont un financement de la Banque Mondiale ou des institutions similaires qui nécessitent des projets pour un soutien communautaire large. De nombreuses communautés tiennent des référendums bien avant l'élaboration de tout projet

et élaborent des lois ou des ordonnances locales pour renforcer leurs décisions.

Pour organiser un référendum local dans votre communauté, le Centre de droit des défenseurs de l'environnement est une bonne source d'information et d'assistance. Voir "Ressources G". (NOTE : le conseiller en conformité / bureau de l'Ombudsman de la Banque mondiale est une possibilité, mais ils n'ont pas un bon bilan dans la représentation équitable des intérêts des groupes de citoyens).

2.E. Défiez et retardez le processus

Les retards sont très coûteux pour l'entreprise. Ils bouleversent également les investisseurs et vous donnent plus de temps pour répandre le mot et organiser la résistance.

Profitez de leurs erreurs

Soyez à l'affût des erreurs que la compagnie ou le gouvernement pourrait faire, et tombez-leur dessus. Si une mauvaise conduite est prouvée, publiez-la largement, rapportez-la auprès des autorités compétentes et, le cas échéant, prenez (ou menacez) des actions en justice.

Déterminez les procédures que l'entreprise doit suivre. Par exemple, les entreprises peuvent être légalement tenues de partager des informations et des documents avec les communautés lorsqu'elles sont demandées, et de tenir des forums publics et des consultations pour obtenir le consentement de la communauté, avant que les concessions ne soient accordées. Pour les procédures requises dans votre pays, voir Ressources B.

Si des concessions ont été accordées, examinez attentivement les irrégularités et les illégalités. Enquêtez sur la façon dont ils ont obtenu les concessions, qu'elles soient légalement constituées et s'il y a des conflits d'intérêts (par exemple, si un agent public est un actionnaire).

Si la société est mensongère quant à la nature de la mine ou aux permis obtenus, ou a illégalement transgressé ou affecté des terres, ou autrement se comporte mal, dénoncez-le officiellement à l'ombudsman, à la Commission environnementale ou à son équivalent, au ministère des Mines ou à

l'équivalent, local, La presse régionale et nationale, la presse dans le pays d'origine de l'entreprise et les alliés à l'étranger. Ou les conduire devant les tribunaux. Contactez le président de la société et présentez-lui des copies de la dénonciation.

Demandez des détails sur la façon dont la base des données a été réalisée. L'exploration commence souvent avant la préparation d'une évaluation d'impact sur l'environnement, de sorte qu'il peut y avoir des centaines ou des milliers de forages d'exploration et des puits d'essai déjà forés. Si un site minier a déjà été exploré, soulignez que de telles activités modifient souvent la base de référence pour la qualité et les caractéristiques d'écoulement des eaux souterraines, et parfois des eaux de surface. Demandez des informations détaillées sur le nombre et l'emplacement des forages, les profondeurs réalisées ; preuve d'eau souterraine ; la preuve des minéraux sulfureux et, en particulier, la preuve qu'ils ont été correctement branchés et que les régulateurs ont réellement évalué les données et les informations de branchement et d'abandon.

Défiez et retardez les TdR

Les termes de référence (TdR) devraient être mis à la disposition du public, ce qui pourrait être une autre occasion pour les communautés d'en apprendre davantage sur le projet et les impacts possibles, et d'intervenir. Dans certains pays, des audiences publiques sont nécessaires pour déterminer quels éléments devraient être inclus dans les termes de référence.

Dès que possible, obtenez une copie des TdR. Faites-les lire par quelqu'un avec l'expérience et essayez de l'opposer à des raisons juridiques et techniques en plein temps avant que le gouvernement l'approuve. Les raisons techniques pourraient inclure la proposition de procédures ou d'équipements inadéquats ou périmés, laissant de côté les données clés telles que les espèces en voie de disparition ou l'utilisation de données provenant de stations météorologiques mal situées. Si vous trouvez des défauts, insistez sur le fait qu'il est incomplet et que d'autres aspects soient pris en considération (impact sur les alternatives économiques existantes, les espèces protégées et les sites archéologiques et culturellement significatifs). Si la consultation de la communauté est requise dans le cadre du

processus d'approbation, essayez de prouver qu'il n'a jamais été légalement exécuté. Les résultats de ces actions dépendront en grande partie des lois et de la Constitution.

Défiez et retardez l'EIE

Défier l'EIE (EIS, EE, EIES) peut être un excellent moyen d'arrêter un projet ou de réduire ses dégâts. Trouver des illégalités ou des erreurs de fond dans l'EIE peut fournir des motifs juridiques pour déposer des actions administratives ou judiciaires. Ou, si une procédure ou une action viole à la Constitution, vous pouvez déposer une plainte constitutionnelle ou une mesure juridique similaire.

Souvent, l'EIE cache, exclut ou minimise les impacts négatifs. Elle peut ignorer les résultats troublants de mines similaires dans la région ou ailleurs. Parfois, c'est simplement une copie d'une autre EIE, ce qui la rend peu pertinente. Habituellement, les données sont fournies par la société minière elle-même et sa validité n'est jamais vraiment remise en question par les organismes de réglementation. Une grande partie des données n'est même pas accessible au public. Les observations, les avertissements et les stipulations, ainsi que d'autres éléments qui figurent dans les TdR et la licence environnementale ou l'équivalent, peuvent être omises de l'EIE et du plan de gestion. Souvent, le résumé est rédigé par une personne qui n'est pas techniquement qualifiée.

Tous ces éléments offrent des opportunités pour contester l'EIE. Et toujours garder une trace des communications.

Demandez à connaître les noms et les qualifications des auteurs de différentes sections de l'EIE. Découvrez si l'entreprise dépense suffisamment de temps pour certaines études et où elles prennent des mesures - cela pourrait vous aider à invalider l'EIE plus tard. Ceux qui préparent l'EIE sont légalement tenus de visiter la zone à explorer ou à exploiter. Cela nécessite généralement la permission des propriétaires fonciers. Parfois, la communauté peut bloquer l'accès au site du projet pour éviter que l'entreprise ne termine l'étude d'EIE. Documentez toute intrusion avec des photos ou des vidéos.

Demandez que les entreprises et aux organismes de réglementation incluent les observations de personnes ou d'institutions sélectionnées par votre communauté, y compris un expert en santé environnementale et les impacts sociaux. Les personnes en qui vous avez confiance devraient faire partie des équipes d'échantillonnage et d'analyse de données. Si une EIE ou un document similaire est terminé et a été préparé sans surveillance du citoyen, demande une réévaluation en utilisant une nouvelle équipe qui comprend des parties indépendantes. Ceci est essentiel dans les pays avec des régimes autoritaires, ou lorsqu'il n'y a pas d'organes gouvernementaux indépendants, où ces études sont habituellement approuvées malgré les défauts.

Les EIE présentent souvent des prédictions idéales plutôt que des données réelles. Ignorez toutes les prédictions et soulignez que le public a besoin de voir les données réelles (telles que la qualité de l'eau, les essais sur les aquifères, les tests géochimiques, les données sismiques historiques, les données sur les précipitations) --- PAS de prédictions ! Le mieux est de collecter vos propres données.

Des exemples d'erreurs pourraient être : les zones qu'ils ont déclaré avoir étudié ne l'ont pas été ; Données erronées sur le relief / précipitations ; Limites incorrectes ; Liste incomplète de produits chimiques ; en omettant des cours d'eau ou des sources d'eau qui pourraient être contaminés ou épuisés par l'exploitation minière ; Évaluation sociale inadéquate ; négligence des espèces menacées, ou d'espèces rares ou d'importants sites archéologiques ou spirituels ; ou négligence d'une activité économique ou une activité planifiée qui pourrait être affectée. Si vous trouvez des défauts, résumez et distribuez vos résultats à toutes les organisations et communautés concernées. Présentez vos résultats auprès des représentants du gouvernement et des médias et demandez le rejet de l'EIE. Préparez une version raccourcie pour la communauté, en soulignant les défauts et les impacts du projet.

En préparant vos documents, si possible, citez les sources techniques plutôt que les sources d'ONG. Le matériel technique ajoute du poids - il se peut qu'il ne soit jamais lu, mais cela rendra vos arguments plus crédibles.

Au cours de la phase de socialisation, l'EIE est rarement rendue librement accessible au public, mais doit souvent être étudiée dans les bureaux de l'entreprise. N'acceptez pas cela - demandez à la société ou au gouvernement de publier ses EIES et plans de gestion et qu'ils fournissent un mécanisme de plainte efficace. S'ils refusent, déposez une plainte officielle auprès du siège de l'entreprise et envoyez des copies aux organisations et aux médias dans leur pays d'origine. Business & Human Rights est une bonne ressource pour cela (*Ressources Q*).

La plupart des EIES sont compilées à partir d'autres rapports plus techniques, y compris des études de faisabilité technique et financière. Mais les sociétés minières préfèrent que le public ne voie que les EIE, qui sont souvent écrites par une entreprise sous ses ordres ou par l'entreprise elle-même. Avec la persistance, les groupes de citoyens peuvent forcer ces rapports techniques (qui doivent obligatoirement contenir des informations précises et impartiales) à être rendus publics et faire partie de l'EIE. (Souvent, ces rapports peuvent également être trouvés sur les sites Web d'échange de sécurité.) Essayez d'intégrer les données d'exploration et de les mettre à la disposition du public - il contient des informations précieuses. L'étude de l'eau est particulièrement importante.

Si l'EIE a été complétée, obtenir une copie et l'examiner pour détecter les erreurs et les illégalités. Vous pouvez effectuer votre propre évaluation, mais elle nécessite généralement une expertise particulière, peut-être par une organisation spécialisée dans l'examen des EIE (*Ressources D*) ou par un avocat spécialisé dans le droit minier.

Le sommaire exécutif est la seule partie de l'EIE que le public lira le plus, de sorte qu'il devrait résumer toutes les données et les problèmes les plus importants. Souvent, les informations les plus importantes ne sont pas mentionnées dans le Résumé exécutif de manière facilement compréhensible, mais sont éparpillées dans des centaines ou des milliers de pages, ce qui rend difficile pour le public, ou les organismes de réglementation. Insistez pour que tous les résultats critiques soient précisés dans le résumé sous la forme de tableaux, de figures, de graphiques et de déclarations claires. Demandez des résumés statistiques et vérifiez leur exactitude ! Et insistez

sur le fait que les produits chimiques utilisés à la fois dans les domaines de l'exploration et de l'exploitation soient inclus tant dans le TdR que dans l'EIE.

Fermeture : l'EIE ou le plan de gestion devrait contenir des plans détaillés sur la façon dont la société réhabilitera les zones et les ressources touchées et comment elle sera financée. Le financement de cette étape finale, le nettoyage et l'assainissement, devraient être adéquats et garantis, afin de s'assurer que l'entreprise n'abandonne pas les zones minières sans les réhabiliter adéquatement. Cela peut être très coûteux, et l'entreprise résistera vraisemblablement à répartir les revenus ou le capital pour ces activités car elles ne génèrent pas de profit (si les entreprises ont été obligées d'inclure les coûts réels d'assainissement, très peu de projets miniers seraient rentables). De nombreux pays exigent que les entreprises mettent de côté de grandes garanties financières pour ce début de projet. Cependant, souvent cela n'est pas fait, ou la société sous-estime ces coûts. Ils doivent être obligés par la pression de la communauté de mettre en place un plan d'assainissement adéquat. Si cela n'est pas fait, les conséquences porteront un lourd tribut sur les générations actuelles et futures.

Si vous ne parvenez pas à arrêter l'approbation de l'EIE, l'exploration commencera probablement. Cela peut causer des dommages environnementaux et sociaux importants (malgré les réclamations du gouvernement ou de l'entreprise). Demandez l'accès aux zones explorées pour déterminer si l'entreprise respecte les TdR, l'EIE et le plan de gestion, ou bien obtenir des informations auprès d'une entreprise ou d'un entrepreneur. Découvrez : utilisent-ils des flux qu'ils ne sont pas censés utiliser ? Utilisent-ils plus d'eau que prévu dans l'EIE ? Ont-ils construit le chemin d'accès ou la route plus large que prévu ? Est-ce qu'ils répandent des ordures ou utilisent des produits chimiques différents de ceux énumérés ?) Si oui, dénoncez les médias, les autorités locales et nationales et vos alliés. Pour ce travail, formez une commission d'audit citoyenne composée de membres de la communauté respectés et non de la masse salariale de l'entreprise. Essayez de trouver quelqu'un qui formera les membres dans ce qu'il faut rechercher et comment le documenter correctement lors de l'inspection des sites miniers.

Empêchez le consentement

Les efforts de résistance qui reposent uniquement sur des approches juridiques et techniques vont presque certainement perdre la bataille s'ils ne bénéficient pas aussi d'un solide soutien de la population locale et des alliés internationaux. C'est une lutte politique ; par conséquent, il est très important d'empêcher une entreprise d'acheter ou de forcer le consentement de la communauté, c'est-à-dire d'obtenir la licence sociale.

La société est généralement tenue d'accepter les commentaires de la communauté. S'ils retardent la notification au public ou imposent un délai très court pour les commentaires, protestez contre les autorités et demandez une période de commentaires prolongée.

Une tactique des entreprises privées ou gouvernementales est d'acheter des personnes clés. Ils promettent tout à tout le monde (comme les services médicaux, les nouvelles écoles, les emplois bien rémunérés, les routes, etc.) et ils peuvent (temporairement) embaucher des populations locales, même si cela n'est pas nécessaire, pour les obtenir de leur côté.

Pour faire face à ces stratégies, sensibilisez le public aux impacts réels de l'exploitation minière, empêchez l'entrée de l'entreprise par tous les moyens possibles (y compris ne pas vendre ou louer des terres, déclarez la communauté sans mines et bloquez physiquement l'entrée dans les domaines clés) et élaborer des plans pour protéger et améliorer les projets de développement local.

2.F. Publicité - Faites passer le message

Diffusez largement leurs mauvais comportements. Beaucoup d'entreprises ont peur de ternir leur réputation parce qu'elles affectent leur capacité à attirer des fonds. Obtenez l'histoire autant que possible, localement, nationalement et internationalement. Soulignez des problèmes tels que les menaces contre les cultures indigènes, les sources d'eau vierges, la biodiversité riche, la présence d'espèces en voie de disparition, les zones protégées proches, les forêts anciennes, les zones d'importance archéologique, spirituelle et

culturelle et les lieux à risque de tremblement de terre. En d'autres termes, présentez autant d'hameçons que possible pour que les organisations s'impliquent. Si une EIE appropriée a été présentée, il peut s'agir d'une bonne source pour cette information.

Concentrez-vous sur un aspect de la question qui englobera le plus grand nombre de personnes. Par exemple, il peut y avoir une espèce spéciale "charismatique" que vous pouvez utiliser comme un cri de ralliement (Condor, Jaguar, Panda).

Soulignez l'eau ! L'eau est une question convaincante, parfois même plus que les droits de l'Homme ou la contamination.

Essayez d'exposer le mécanisme politique au travail dans les coulisses - cela peut être très embarrassant !

Si vous pensez que la science de l'entreprise n'est pas objective, un défi préventif peut être possible grâce aux médias locaux, nationaux ou internationaux. Vous ne pouvez même pas avoir besoin de preuve - couvrez-vous en déclarant quelque chose comme "l'entreprise fait une affirmation douteuse que ..." ou "il y a de forts soupçons que ..."

Vous voulez que votre histoire soit entendue par autant de personnes que possible. Les objectifs sont les suivants : (1) mettre en évidence les impacts sur la nature et la société qu'un projet peut poser et (2) faire honte publiquement à une entreprise et rendre plus difficile l'obtention de financement en les discréditant ou en émettant des doutes sur l'avenir du projet. L'information doit être 100% véridique, de sorte que la presse, les fonctionnaires et / ou les investisseurs peuvent y avoir confiance.

L'éducation peut être payante. L'opinion publique peut être le facteur décisif dans l'arrêt des projets.

Photos et vidéos

Les images et les clips vidéo sont beaucoup plus puissants que les mots, et leur utilisation est essentielle pour documenter la lutte. Distribuer des images montrant les résultats de la présence de l'entreprise (affrontements violents, animaux morts, contamination, dévastation environnementale ou communauté en ruine). Envoyez-les aux journalistes et autres personnalités publiques. Si

les fonctionnaires sont corrompus, envoyez des cartes postales avec des images aux membres de l'opposition au Congrès. (En Équateur, le groupe DECOIN a imprimé des affiches montrant des paramilitaires attaquant les communautés, et les habitants les ont utilisés pour écrire des messages au président équatorien).

Les journaux, les stations de radio ou de télévision seront beaucoup plus disposés à publier votre histoire si vous leur donnez des photos, des enregistrements audios ou des clips vidéo de bonne qualité. Donnez-leur également à des alliés potentiels.

Les documentaires vidéo peuvent être des clips très courts que vous pouvez télécharger sur YouTube ou des sites similaires, et ainsi atteindre ceux qui sont loin de votre région. Ils peuvent être en anglais et dans votre langue maternelle. Cependant, il faut du temps et des ressources et cela nécessite l'apprentissage de l'utilisation de l'équipement. Peut-être que vous pouvez trouver quelqu'un avec de l'expérience pour le faire.

La Puissance médiatique

Il est essentiel de comprendre le pouvoir des médias et de développer leurs compétences pour bien l'utiliser. Apprenez à préparer des troupes de presse et des communiqués de presse. Dans la mesure du possible, inclure des photographies de bonne qualité, des clips vidéo, des copies de documents et des interviews, et incluent toujours vos coordonnées dans le cas où elles ont besoin de plus de détails.

Encouragez les journalistes à visiter les communautés, en donnant un ou quelques-uns le premier coup (un exclusif) à signaler une histoire. Assurez-vous qu'ils sont là quand quelque chose d'important arrive afin qu'ils puissent le signaler. De plus, assurez-vous d'avoir un ou plusieurs locaux là-bas avec des caméras.

Développer une relation avec un bon journaliste et établir des contacts locaux et internationaux (les journalistes internationaux sont plus susceptibles de rester indépendants de la pression de l'entreprise ou du gouvernement). Fournissez-leur un flux régulier d'informations factuelles sur les activités et les menaces pour les communautés et l'environnement. Toujours suivre un communiqué

de presse avec un courrier électronique ou un appel téléphonique.

N'oubliez pas les ressources locales. Essayez de trouver quelqu'un qui peut écrire et dessiner raisonnablement bien. Sinon, faites amitié avec un journaliste de soutien qui peut vous aider. S'il y a des organisations qui forment des journalistes communautaires, demandez-leur de l'aide. En outre, envoyez régulièrement des bulletins d'information sur la situation à tous les documents régionaux et nationaux. Les spots radio locaux et régionaux sur les mines et l'importance de la conservation de l'eau, des forêts et de la biodiversité.

Vous pouvez également obtenir une célébrité bien respectée (comme un héros national ou une star de télévision / film / sport) pour aider à rendre publicitaire votre cause. Cela peut être un outil publicitaire très efficace et peu coûteux.

Une autre façon puissante de faire pression sur les gouvernements et les entreprises est de sortir de l'espace dans un journal régional (les médias nationaux sont encore meilleurs mais aussi plus chers). Prendre une demi-page entière dénonçant des actions dommageables peut réussir à déplacer le gouvernement pour les freiner où d'autres dénonciations échouent. (REMARQUE : veillez à ne pas exagérer ou à faire de fausses accusations.)

Créez une expression vocale (par exemple, se référer à la « société morte » ou « projet de destruction ») et insérez-la sans relâche dans les médias. Vous pouvez également organiser des conférences d'information dans une grande ville, invitant la presse à prendre un petit-déjeuner ou un déjeuner (ce qui rend plus probable qu'ils apparaîtront).

Vous pouvez également créer et distribuer des affiches, des vidéos, des brochures et des brochures sur la biodiversité, l'eau et les impacts de l'exploitation minière. Vous pouvez trouver ce dont vous avez besoin déjà disponible sur Internet.

Si la presse ne montre aucun intérêt à signaler votre histoire et ne répondra pas à vos appels et vos e-mails, vous pourrez les visiter dans leurs bureaux et les convaincre de vous écouter. Soulignez que beaucoup de leurs lecteurs / téléspectateurs / auditeurs sont ou seront affectés par ces problèmes ou similaires. Et cela pourrait

aider les journalistes et les éditeurs à savoir que cela fait partie d'un mouvement croissant national et mondial contre l'exploitation minière destructrice. À défaut, vous devrez peut-être acheter de l'espace dans les journaux, à la radio ou à la télévision pour influencer l'opinion publique à l'intérieur ou à l'extérieur de votre région immédiate. En tout cas, l'exposition médiatique est cruciale ! (Plus dans le supplément : Ressources H et "Utilisation des médias").

Internet et les réseaux sociaux

Les réseaux sociaux et Internet sont des ressources précieuses et peu coûteuses, et contribuent à accroître la résistance. Vous pouvez créer une page Web, un blog ou un compte Facebook où vous pouvez publier les cartes et les détails du projet, exposer les mensonges et les méfaits de la société minière, ainsi que des images et des vidéos sur la résistance. Mettez-le à jour souvent pour inclure des choses comme les nouveaux développements, les nouveaux alliés, les nouvelles des communautés locales, les nouvelles images et les vidéos. Pour inclure les commentaires des autres et éviter les efforts de création d'un site Web, vous pouvez créer un blog et le mettre à jour fréquemment. Ou faites les deux.

Si votre communauté n'a pas accès à Internet, essayez de contacter un allié qui a accès et qui peut vous aider à diffuser l'information. Essayez d'élargir la couverture de votre lutte en créant des comptes sur des sites tels que Facebook, Instagram, Twitter et YouTube. De nombreuses luttes anti-mines ont réussi à utiliser ces outils. Les alertes d'action et les pétitions dans lesquelles des dizaines de milliers de personnes écrivent aux entreprises ou à leurs bailleurs de fonds, ou affichent des milliers de messages sur leurs pages Facebook, peuvent être très puissantes.

Les entreprises minières sont riches et peuvent "blanchir" leur projet. Votre page Web, Facebook ou vos vidéos dans YouTube peuvent être les seules sources d'informations qui racontent votre côté de l'histoire, il est donc important d'obtenir autant d'informations précises que possible et de les diffuser largement. Demandez aux organisations nationales et internationales de publier des nouvelles de votre campagne sur leurs sites Web. La création d'une version anglaise de votre site Web vous aidera. Essayez d'avoir des

caméras adéquates et une formation à leur utilisation.

Marches et manifestations

Les démonstrations dans les principales villes peuvent être un moyen efficace d'élargir le soutien à votre cause et de relever le profil du problème, mais peuvent également être coûteuses. Pour que les manifestations aient un impact majeur, il est important d'impliquer les gens des villes, et assurez-vous d'organiser une couverture médiatique pour eux. Mais si les manifestations sont manipulées et deviennent violentes, elles seront contre-productives. Si le gouvernement proscrit des manifestations de protestation, vous pouvez tenir des veilles et des forums à la place.

Peut-être qu'une longue marche de la communauté menacée à la capitale de l'État ou nationale peut être organisée. Ou une grève de la faim - mais elle doit être bien orchestrée pour offrir le plus d'avantages et ne pas mettre en danger la vie des participants.

Spectacle ou jeu de marionnettes

Mettre un jeu ou un spectacle de marionnettes pour illustrer les effets miniers peut être un excellent moyen de communiquer, en particulier pour une population non lettrée. L'intrigue peut être simple : montrer les effets de l'exploitation minière, comparez avant et après les promesses par rapport à la réalité, soulignez les différentes façons dont les entreprises trompent les gens et les impacts des divisions entre voisins et membres de la famille. Ce genre de théâtre de rue implique généralement une ou deux personnes qui représentent la communauté et une personne qui représente la société et / ou le gouvernement. Certains des meilleurs jeux de rue combinent la comédie avec un drame sérieux.

2.G. Action directe

Une partie de la lutte peut impliquer une action directe ou une désobéissance civile pour entraver le processus d'exploration ou d'exploitation, empêcher l'entreprise d'effectuer l'EIE ou de gagner du terrain d'une autre manière. L'objectif est de favoriser les tensions afin qu'une société ou

une entité gouvernementale soit forcée de reconnaître le problème. L'action directe peut être habilitante, et elle peut approfondir le lien avec un lieu menacé et avec la communauté de résistance.

Faites tous les efforts possibles pour garder ces mesures non violentes, même si cela peut prendre plus de temps pour atteindre votre but. Gandhi et Martin Luther King, entre autres, ont démontré l'efficacité de l'action directe non violente ou de la désobéissance civile, où les gens organisent et intentionnellement enfreignent les lois jugées comme injustes. La violence, dans presque tous les cas, est contre-productive, et souvent ne saurait que justifier l'utilisation de la violence contre vous. Cela peut transformer l'opinion publique contre votre lutte. Les frais juridiques associés pourraient endommager sévèrement votre coffre.

Les entreprises pourraient essayer d'infiltrer votre groupe et d'encourager des actions violentes afin de discréditer votre groupe et de vous faire emprisonner ainsi que vos collègues. Quand quelqu'un suggère des actions violentes, demandez-vous qui est cette personne et quels sont ses motifs.

L'action directe peut ou non fonctionner selon le niveau de soutien local et national pour le projet minier. C'est un sujet particulièrement délicat en ce moment de l'histoire, lorsque les gouvernements peuvent utiliser le terme « terroriste » contre vous. S'ils font marcher l'étiquette, le pouvoir de l'État et de l'armée peut s'écrouler sur votre organisation. Vos dirigeants peuvent être arrêtés ou votre campagne peut perdre un soutien essentiel. Si l'armée est impliquée, il est préférable de vous arrêter jusqu'à ce que vous puissiez en apprendre davantage.

Malgré les risques, il y a des moments où l'action directe peut galvaniser l'opposition locale, et elle peut devenir un puissant symbole de résistance. Le blocage des voies d'accès aux mines, les assises, les grèves de la faim et d'autres formes créatives de désobéissance civile ont été utilisés avec succès par des communautés bien organisées partout dans le monde. Une tactique simple consiste à éliminer les enjeux d'arpentage, les drapeaux et les autres marqueurs d'entreprise.

Gardez votre objectif à l'esprit et choisissez les tactiques les plus prometteuses pour obtenir un soutien pour votre position. Si vous décidez d'aller de l'avant avec une action directe, planifiez à

l'avance et en détail. Tout le monde impliqué devrait accepter un ensemble commun de principes, sinon les médias et la police peuvent se concentrer sur la conduite de quelques participants plutôt que sur l'intention initiale de l'action. Et soyez prudents avec qui vous travaillez - attention aux provocateurs.

Voici quelques questions préliminaires auxquelles vous devriez répondre : Que doit-il être mis en place pour obtenir les meilleurs bénéfices (par exemple, inviter les membres de la presse, les observateurs des droits de l'homme ou un membre du Congrès) ? Quelles sont les conséquences négatives possibles, et ce qui peut être fait pour les neutraliser ou les minimiser ? Quels sont les résultats probables à court, moyen et long terme ? Quelles activités de suivi doivent être mises en œuvre afin que les actions soient efficaces ?

Si, après un examen minutieux, vous décidez de vous engager dans la désobéissance civile, il est important de former les participants à la pratique de la résistance non violente. Pour minimiser les impacts juridiques d'une action directe, un conseiller juridique préalable est absolument nécessaire - et il doit être un bon conseiller juridique.

Au cours de l'action, essayez de maintenir votre unité. Se briser et courir pourrait vaincre le but de votre action et mettre en danger les autres. Ne vous mettez pas dans une position dangereuse, sauf si vous êtes personnellement prêt à faire face au danger. Sinon, choisissez un rôle moins risqué dans l'action.

Exemples : bien que les auteurs ne préconisent pas les types d'action directe suivants, il peut être utile d'indiquer ce qui a fonctionné dans certaines situations : au Mexique, les manifestants ont saisi des machines minières après qu'elles aient contaminé une rivière, puis l'ont renvoyé à l'entreprise après que l'entreprise ait été expulsée. Une autre communauté a utilisé des barrages routiers pour expliquer la situation aux personnes qui passent des véhicules. Un autre groupe a livré un ultimatum à la compagnie minière pour quitter la zone dans les 24 heures, puis a fermé les routes et a refusé de nourrir les mineurs étrangers. Au Chili, les manifestants ont enlevé physiquement les responsables de l'entreprise, les géologues, le gouverneur et son entourage, et d'autres personnes de la région. En Équateur, les

populations locales ont brûlé deux fois les camps miniers inoccupés pour souligner leur résistance. Voir Ressources J pour plus d'indications et d'exemples.

2.H. Si l'exploitation progresse ou est déjà en cours

Peut-être que vous ne parvenez pas à arrêter le projet, ou il est déjà en cours lorsque vous commencez à vous organiser. Cependant, avec l'aide d'une organisation communautaire forte indépendante des intérêts des sociétés minières, vous pouvez encore réduire ses impacts.

Précautions pour la santé

S'il semble que l'exploitation minière continuera, prenez des mesures pour protéger la santé des communautés locales. Identifiez les éventuelles menaces pour la santé et établir un système indépendant pour surveiller les effets toxiques des contaminants miniers sur les populations locales. Essayez d'obtenir une première étude de base sur la santé humaine et l'environnement (air, eau, sol, nourriture) pour déterminer les niveaux existants de métaux lourds, d'arsenic, de cyanure et d'autres contaminants potentiels des mines qui sont dans les sources d'eau et les corps. Assurez-vous que cela se fait avec attention, précision et indépendance de l'entreprise. Les lignes de base vous permettront de mesurer l'impact des activités minières et peut-être de les éviter. Il s'agit d'une responsabilité clé de la société minière et elle devrait aussi être une responsabilité du gouvernement – mais, ne leur faites pas confiance pour cela. Si elle n'est pas réalisée par une entité fiable, elle pourrait être inutile. Vous voudrez peut-être surveiller le processus de mesure.

Les membres de la communauté peuvent mettre en place un programme d'échantillonnage pour établir des lignes de base et suivre les paramètres tels que la qualité de l'eau, les particules en suspension dans l'air et les indicateurs de santé. C'est un moyen puissant de maintenir les communautés impliquées dans le processus et d'être informé des risques et de tenir compte des entreprises. Les échantillons

peuvent être analysés localement ou avec l'aide d'un professionnel sympathique. Détails à la section 2A.

Tout plan visant à protéger la santé doit être adapté à la façon dont les populations locales identifient et donnent la priorité à leurs propres besoins en matière de santé et à l'accès aux soins de santé. Leur voix doit être intégrée à tout programme de santé proposé pour garantir son succès.

La compensation

Des fonds adéquats devraient être destinés à compenser les communautés locales pour le traitement des problèmes de santé, la mort, la perte d'équipement agricole, la pêche et la capacité de chasse, la relocalisation forcée, la perte de moyens de subsistance que provoquent les projets extractifs et d'autres impacts négatifs. Cependant, cela n'arrive presque jamais. L'action en justice peut aider à endiguer les dommages. Et il pourrait y avoir un bureau national de protection de l'environnement qui oblige les entreprises à nettoyer les sites avant de partir, mais leur efficacité dépend de leur indépendance vis-à-vis du projet.

La surveillance de la communauté

Pour réduire le niveau du bouleversement social (même si cela ne l'empêche pas), il est utile d'avoir une organisation communautaire forte qui peut négocier des améliorations des infrastructures et des services, approuver le personnel de la nouvelle société (insister sur les dossiers de police et l'approbation de la communauté) et les nouveaux établissements commerciaux (rejeter les bordels et les cantines). Elle peut également exiger que les promesses soient respectées (par exemple, que les trous d'exploration ont été bouchés) et exiger que la société mette en œuvre des pratiques minières plus respectueuses de l'environnement, utilise moins de substances toxiques, trouve des sites d'élimination plus appropriés ou s'abstienne d'affecter certaines ressources ou des ressources spirituelles des sites. Si un seul comité de surveillance élu par la communauté est responsable de la négociation avec l'entreprise, la société sera moins capable de diviser et de conquérir en gardant la communauté fragmentée. (Cela vaut également pour d'autres groupes organisés tels que les organisations de

femmes, les projets de conservation ou un groupe qui cherche à établir une "zone protégée municipale".) Bien qu'il soit possible que l'entreprise tente d'acheter les leaders ou de les intimider, Il est toujours préférable d'avoir un comité communautaire démocratiquement élu,

dirigé par des personnes fiables qui demeurent indépendantes et libres de dénoncer des irrégularités ou des illégalités envers les autorités compétentes. Le pouvoir devrait être maintenu dans les communautés, de préférence dans les mains des résidents de longue durée.

Conclusion



Le succès est possible.

Confronter de puissantes sociétés transnationales ou des projets extractifs facilités par l'État pourrait sembler désespéré et une perte de temps. Cependant, il existe une tendance mondiale croissante à la manifestation de base, et il y a des luttes réussies partout. Avec un dur travail et une persistance, les communautés peuvent se défendre contre les projets extractifs et les impacts peuvent être réduits. Voir l'annexe C pour des exemples de résistance réussie.

Comprendre et utiliser le concept du point de basculement : les changements majeurs se développent souvent comme des sous-courants avec peu de réponse visible, et les actions semblent futiles. Mais avec un effort persistant, la situation peut atteindre un point critique et

soudainement tourner dans la direction désirée, apparemment hors de nulle part.

La lutte peut être longue et difficile, mais ça en vaut la peine. La récompense est la bonne santé continue de votre communauté et de votre environnement.

N'ABANDONNEZ JAMAIS !

"Il n'y a pas de méthodes miraculeuses pour surmonter les problèmes auxquels nous sommes confrontés, les plus connus : la compréhension, l'éducation, l'organisation, l'action - et le type d'engagement qui persistera malgré les échecs, inspiré par l'espoir d'un avenir plus brillant". (Noam Chomsky)

Annexe A : Tactiques de l'entreprise et contre-mesures communautaires

Cette section décrit les tactiques utilisées par certaines entreprises à certains moments du processus. Bien que tous ne puissent pas s'appliquer dans votre situation, il est bon de les préparer à l'avance.

Tactique 1 de la société - Visiter avec une fausse identité

La société a, ou fait une demande de concession et envoie une équipe pour évaluer la situation locale. Ils veulent découvrir le niveau de connaissances parmi la population et le degré d'opposition. Ils commencent à identifier les personnes clés locales dans la communauté ou le gouvernement local, pour les obtenir de leur côté. Ils peuvent présenter une fausse identité (comme un représentant d'ONG ou un missionnaire) afin d'obtenir des informations.

Contre-mesures

Méfiez-vous des personnes sollicitant des informations sans raison valable. Assurez-vous que les étrangers sont ce qu'ils disent qu'ils sont - obtenir leurs informations d'identification, le téléphone et l'adresse à suivre. Notez ce qu'ils proposent ou proposent. S'ils mentent, vous voulez pouvoir le prouver et les exposer.

Si vous pensez qu'il s'agit d'un projet minier ou d'un autre projet extractif, étudiez la législation pour voir quelles sont les étapes obligatoires suivantes avant leur retour (*voir la section 2A*).

Tactique 2 de la société - Présentation de l'entreprise

Lorsqu'ils ont trouvé un allié local, les dirigeants de l'entreprise ou de l'État peuvent venir ouvertement et rencontrer le gouvernement ou la communauté locale pour discuter du projet, en organisant probablement des réunions par le biais d'un gouvernement local "amical" ou de représentants de la communauté. À ce moment-là, des responsables locaux se sont vu promettre des avantages, monétaires ou autres.

Les entreprises minières ont généralement leurs présentations faites par des personnes non techniques, qui pourraient faire des allégations techniques fausses et mensongères. Ils ne mentionneront aucun impact négatif. Et ils éviteraient des mots alarmants tels que le « cyanure » - ils utilisent plutôt des euphémismes. Ils vont jouer des craintes économiques avec l'argument familial faux : "votre économie va s'effondrer sans ce projet !"

La société peut se vanter d'avoir signé des accords sur les meilleures pratiques, tels que les principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'Homme. Mais ils n'ont pas de sens : il n'y a pas de mécanisme d'application.

Contre-mesures

Il est très important de fixer les conditions de votre rencontre. NE LES LAISSER PAS PRENDRE LE LEAD. Venez d'abord avec la communauté pour voir s'il existe un accord général pour permettre à l'entreprise de faire une présentation. Ensuite, réglez les conditions. C'est une bonne idée de leur dire que vous allez enregistrer ou filmer la réunion. Demandez à quiconque fait une présentation. A-t-il l'éducation et l'expérience pour soutenir ses déclarations techniques ?

Vous pourriez insister pour que quelqu'un expérimenté dans les impacts miniers et environnementaux, mais pas de l'entreprise, soit

présent. Si possible, invitez une personne d'un autre village qui est affecté par l'exploitation minière pour y assister et parler - idéalement une femme qui peut aborder les problèmes sociaux et de santé. Si la société se refuse vos conditions, elle révélera ses mensonges.

Pendant la présentation, critiquez les prédictions merveilleuses. Posez des questions difficiles. Anticipez leurs arguments et préparez-vous à l'avance pour réfuter les fausses affirmations avec des photos et / ou des données fiables. Par exemple, défiez l'argument "votre économie s'effondrera sans nous". Défiez l'argument "c'est parfaitement sécurisé" avec des exemples d'accidents dans d'autres mines similaires.

Parlez de l'état initial du milieu et, si nécessaire, contestez leurs données. Parlez de choses comme le cyanure, d'autres produits chimiques utilisés, la radioactivité et les problèmes d'eau, et forcez-les à reconnaître ces problèmes. Indiquez les mensonges de l'entreprise passée, les promesses non tenues et les mauvais comportements, et montrez des images. Vous pouvez élever la perspective d'une maladie, d'une drogue, d'un bouleversement social, d'une eau et d'une terre empoisonnées. Soulignez que votre qualité de vie, qui serait détruite par le projet, vaut beaucoup plus que l'argent.

Les porte-parole des mines tenteront d'éviter ces questions, mais ce faisant, les gens verront qu'ils ne sont pas honnêtes et ouverts. Votre travail consiste à rendre cela évident.

Tactique 3 de la société – Prétendue consultation

Les entreprises peuvent utiliser les réunions dans le but d'obtenir l'acceptation par la communauté du projet - la « licence sociale » dont ils ont besoin. Ils ne peuvent décrire que les bénéfices du projet. Ils pourraient ne pas dire aux participants l'objectif réel de la réunion, puis l'utiliser plus tard pour prétendre que la communauté a consenti au projet.

Contre-mesures

Arrêtez toute éventuelle utilisation abusive des réunions communautaires par l'entreprise ou l'État. Chaque fois que cela est nécessaire, clarifiez que la réunion n'est pas en consultation, mais pour

informer la communauté du projet, ce qui constitue une étape nécessaire avant toute consultation. La communauté devrait prendre l'initiative et établir ses propres conditions et règles pour le processus.

Obtenez des informations : conservez vos propres procès-verbaux et demandez à l'entreprise de vous fournir ses procès-verbaux. Obtenez autant d'informations de l'entreprise que possible : noms des fonctionnaires de l'entreprise, des adresses, du téléphone, d'où ils proviennent, des détails sur les concessions (code de concession, limites et étendue physique en hectares) et une liste des propriétés, des communautés ou Actifs communaux dans les concessions. Demandez une carte montrant des concessions. En d'autres termes, profitez de la situation pour obtenir des informations utiles pour vous et votre communauté.

Si les représentants de l'entreprise ne peuvent pas ou ne fournissent pas cette information, il peut être stratégique d'empêcher la réunion jusqu'à ce qu'ils fournissent toutes les informations dont vous avez besoin et respectez les décisions de la communauté et demandez aux représentants de l'entreprise (publiquement ou par écrit) De retarder la socialisation du projet pour 3-6 mois, ou jusqu'à ce que la communauté soit bien informée sur les implications du projet proposé. Cela empêchera les divisions anticipées au sein de la communauté (qui est une tactique préférée de l'entreprise). Pendant ce temps, vous et vos collègues devriez obtenir toutes les informations disponibles sur l'entreprise et le projet proposé, et le présenter à la communauté. Ce n'est que lorsque tous les membres de la communauté sont pleinement informés si le processus de consultation est autorisé.

Tactique 4 de la société – Organisation de faux groupes de partisans

La société peut négocier avec un groupe local qu'il veut de son côté mais qui ne représente pas vraiment les intérêts de la communauté. Si elle ne peut trouver un allié volontaire, elle peut créer un nouveau groupe composé de personnes qui soutiennent le projet minier. Ou elle peut créer une structure de gouvernance parallèle, ou habiliter un leader pro-entreprise. Ou elle peut simplement corrompre le leader d'une organisation existante.

La société pourrait le faire avec des groupes de jeunes, des groupes d'agriculteurs, des groupes religieux, des groupes autochtones ou des groupes de femmes. Il peut y avoir beaucoup d'argent immédiatement disponible pour ce nouveau groupe. Dans le cas des projets soutenus par l'État, ils pourraient offrir aux fonctionnaires locaux des travaux publics souhaitables afin de les mettre de leur côté.

Ce groupe sera le champion public de l'entreprise, défendra et soutiendra le projet, et mettra en œuvre certains des programmes sociaux de l'entreprise (et bénéficiera financièrement de la présence de l'entreprise). Tout cela sème la discorde et sert à déstabiliser les défenses d'une communauté. Cela peut considérablement perturber l'équilibre de pouvoir d'une communauté.

La société peut le faire avant ou après l'EIE. Leurs objectifs sont (a) de créer une méfiance au sein de la communauté et (b) de donner à l'entreprise la légitimité dont il a besoin pour convaincre les investisseurs, les institutions financières, les fonctionnaires et le public que leur projet a obtenu la licence sociale nécessaire.

Si votre communauté défait cette tactique, la société et son groupe faux peuvent ensuite s'approcher des communautés proches pour essayer de les transformer contre votre communauté, entraînant des conflits intercommunautaires et une pression accrue sur ceux qui résistent au projet.

Contre-mesures

Vous devez avoir une longueur d'avance et essayer d'atteindre ces personnes influentes avant que la société ne les recrute. Donnez-leur des informations fiables sur le projet proposé afin de les obtenir de votre côté. Si cela échoue, exposez tout conflit d'intérêts qu'ils peuvent avoir ou d'autres raisons de se méfier. Si vous le pouvez, montrer que la société minière a été malhonnête dans le passé. Soulignez que l'intérêt réel de l'entreprise est d'extraire les ressources et de gagner de l'argent, et non le bien-être de la communauté.

Avant que la société ait la possibilité de créer une organisation fautive, éduquer les membres de la communauté à propos de cette tactique. S'il est trop tard pour l'arrêter, dénoncez cela au plus grand nombre de personnes et d'organisations

pour empêcher l'organisation fautive de signer des contrats avec d'autres organisations ou institutions gouvernementales. Assurez-vous que les investisseurs de la société, d'autres communautés et les fonctionnaires du gouvernement sont conscients que les déclarations de soutien de la communauté de fausses organisations sont exactement les suivantes : fausses.

Tactique 5 de la société – Ruse pour la signature

La société peut envoyer des représentants dans les foyers de chômeurs, promettant des emplois bien rémunérés s'ils signent une « demande d'emploi » qui est en réalité une pétition montrant un soutien pour le projet proposé ou un accord pour vendre leurs terres. Aux Philippines, une entreprise d'extraction a trompé les indigènes en leur faisant signer une feuille de papier vierge et l'a ensuite utilisé comme « preuve » de leur consentement au projet minier. Cette astuce de signature est une autre forme de « consultation simulée ».

Contre-mesures

Ne tombez pas dans ce piège. Faites attention avant de signer quoi que ce soit. Si les gens ne peuvent pas lire, alors, un associé ou un ami de confiance a lu le document pour eux. Ne **jamais** signer un document vierge ou tout ce qui peut être modifié pour exprimer le soutien au projet minier. Assurez-vous que l'en-tête du document décrit la signature de votre signature. Initialiser toutes les pages et / ou prendre des photos des pages signées.

Tactique 6 de la société - Offres de cadeaux, services, projets et emplois

La société promettra des emplois, des services et des projets d'infrastructure tels que des routes, des ponts, des cliniques, des écoles, un médecin à temps plein et des soins médicaux / dentaires, des bourses d'études. En proposant des emplois hautement rémunérés (qui ne durent généralement que peu de temps), ils peuvent désigner certains individus influents, semant ainsi le ressentiment. Ils peuvent également distribuer des « cadeaux » tels que les ordinateurs portables ou les téléphones

intelligents, directement ou par l'intermédiaire d'une organisation avant ou d'une fondation.

C'est particulièrement séduisant dans les communautés qui sont négligées par le gouvernement et / ou ont un taux de chômage élevé. Il divise la communauté entre ceux qui veulent accepter les offres de l'entreprise et ceux qui remettent en question leur générosité.

Au fur et à mesure que la société commence à déployer son argent, elle implantera son idée de développement et de richesse, et elle l'intégrera à l'exploitation minière. L'argent, dans leur monde, est synonyme de richesse et, si vous n'en avez pas beaucoup, vous êtes pauvre. Cela provoque souvent un changement majeur de valeurs dans les communautés rurales et les peuples indigènes qui, traditionnellement, apprécient d'autres aspects de la vie autant ou plus que de l'argent - comme la coexistence pacifique, l'environnement sain et l'identité culturelle forte.

Pour un projet soutenu par l'État, les fonctionnaires de l'État peuvent séduire les fonctionnaires locaux en offrant des positions politiques ou des travaux publics importants auxquels ils peuvent se faire crédit pour les aider à rester au pouvoir. Il y a une bonne logique derrière le dicton que "le pouvoir corrompt".

Contre-mesures

Avant que votre communauté accepte les documents des entreprises, elles devraient refléter profondément. À l'heure actuelle, vous devriez avoir distribué des informations sur la société et les impacts néfastes du projet et obtenu le soutien d'alliés locaux, régionaux, nationaux et internationaux. Rappelons constamment aux gens que les projets d'extraction apportent habituellement de la richesse, la pauvreté à long terme pour la majorité, la perte irremplaçable des valeurs sociales et culturelles, les effets graves sur la santé et la dégradation de l'environnement à long terme. Et que, quelle que soit l'offre de l'entreprise, cela ne vaut pas les pertes permanentes et dévastatrices. Si les gens valorisent le bien-être de leur communauté dans toutes ses dimensions - et pas seulement économiques -, ils s'opposeront à la fausse version du développement et du « bien-être » de l'entreprise.

Rappelez à la communauté que, bien que certaines promesses soient conservées (au moins au début), beaucoup ne le sont pas. Si cela devient trop coûteux, leurs promesses de réinstallation des personnes provenant de maisons qui sont gravement touchées par les mines sont souvent abandonnées.

Plus important encore, sensibiliser les gens à ce qu'il s'agit d'une stratégie d'entreprise pour diviser la communauté et ainsi contribuer au projet. Votre défi est de faire en sorte que chaque membre de la communauté comprenne que s'ils acceptent ces choses, ils aideront l'entreprise à atteindre son objectif final : l'extraction, avec la dévastation de la communauté.

Lorsque les fonctions de service de l'administration locale sont remplacées par les sociétés minières, elles créent une dépendance vis-à-vis des biens et des services qu'ils fournissent, encouragent la corruption et mettent la société en place pour un éventuel effondrement lorsque l'entreprise part. Essayez d'inciter les gouvernements nationaux ou locaux à fournir les services ou l'infrastructure offerts par la société d'extraction - c'est la responsabilité des gouvernements de fournir des services publics.

Tactique 7 de la société – Manœuvres dilatoires

Lorsque les sites miniers sont situés dans des environnements éloignés difficiles à atteindre, il est courant pour les entreprises de bloquer l'accès aux opérations par les équipes de surveillance de la communauté. Ils imposent de longs contrôles de sécurité ou obligent les citoyens à s'entretenir avec de longues présentations de relations publiques et de sécurité. Ou ils peuvent interdire complètement l'accès à la zone du projet. Ces tactiques visent en partie à utiliser le temps limité de l'équipe disponible afin que le travail / l'observation / l'échantillonnage / la mesure du terrain soient réalisés.

Contre-mesures

Rappelez-vous que les concessions minières ne comprennent généralement pas les droits de surface. Si vous êtes privé d'accès à certaines zones, parlez aux propriétaires du terrain et obtenez leur permission. Familiarisez-vous avec votre droit

constitutionnel et légal à la liberté de mouvement et à votre connaissance et conteste les employés des mines avec des livres et des règlements en vigueur.

Tactique 8 de la société - Infiltration et surveillance

Si les enjeux sont assez élevés, la société (ou l'état) peut recourir à l'espionnage pour connaître vos plans et vos actions. Ils peuvent configurer des caméras vidéo ou des équipements d'enregistrement cachés pour surveiller les points clés et certaines réunions. Ils peuvent enregistrer des conversations téléphoniques et intercepter des messages électroniques.

Ils peuvent recruter ou planter des espions pour recueillir des informations à utiliser contre vous. L'espion peut devenir un membre central de votre groupe, se joindre aux actions de protestation et aux réunions d'action d'hébergement. Habituellement, l'espion est là pour recueillir des informations, mais parfois, l'espion peut pousser le groupe dans des actions (habituellement illégales) qui nuiraient à votre réputation ou rendraient vos dirigeants en prison.

Contre-mesures

Lorsque vous discutez de questions délicates, utilisez les moyens de communication les plus sûrs possibles, comme les rencontres en face à face dans des endroits peu susceptibles d'être surveillés par l'entreprise ou l'État et uniquement avec des personnes dont vous avez confiance. Les téléphones terrestres sont plus sûrs que les téléphones cellulaires, mais pas complètement. Les e-mails ne sont pas sécurisés. Il existe des programmes pour chiffrer le courrier électronique. Ceux-ci sont plus sûrs que les courriels habituels, mais ne sont pas encore sûrs à 100%. Dans certains cas, un service tel que privnote.com est le meilleur. En partageant des documents sensibles numériquement, il est préférable d'envoyer en PDF crypté ou d'utiliser Privnote (Resources K).

Tactique 9 de la société - La société affirme qu'il est inutile de se battre

La société peut prétendre que, avec leur grande influence et leur puissance, il est inutile de se battre. Ils pourraient prétendre qu'ils peuvent attendre des années pour commencer leurs activités. Ils peuvent prétendre que si vous les

combattez, une autre entreprise qui est encore pire viendra. "Vous êtes mieux avec nous", affirment-ils. De telles affirmations sont sans fondement.

Contre-mesures

Il s'agit d'une tactique psychologique pour décourager les leaders communautaires, créer un environnement de pessimisme et les faire abandonner. Ne vous laissez pas tromper !

Faites-leur savoir que toute autre entreprise sera confrontée à la même opposition que celle que vous venez de créer pour eux et qu'ils traitent avec des communautés dont la connaissance et la résistance augmentent de plus en plus. Poursuivre continuellement les actions de résistance et les signaler dans les médias nationaux et internationaux. Le leadership partagé réduira le stress de la bataille prolongée.

Rappelez-vous que, si une lutte prolongée peut être épuisante pour la communauté, elle est également très coûteuse pour l'entreprise. Les investisseurs et les institutions financières peuvent hésiter à investir dans un projet controversé impliqué dans des problèmes sociaux.

Tactique 10 de la société - Procédures judiciaires et charges falsifiés

Si la société (ou l'état) se sent menacée par la résistance, elle peut commencer à utiliser des tactiques plus agressives, telles que des procès et des accusations trompeuses pour emprisonner les leaders de la résistance.

Afin de discréditer publiquement les dirigeants de l'opposition, ils peuvent répandre de fausses rumeurs ou inventer des crimes qui procèdent à des procès criminels, par exemple en payant à quelqu'un pour dire qu'ils ont été volés ou agressés par des leaders de la résistance ou payer des filles pour dire qu'ils ont été violés. Leur but est de faire sortir les dirigeants, de faire pression sur la communauté pour qu'elle accepte le projet minier et d'intimider les militants anti-mines ailleurs. Dans les pays où les tribunaux ne sont pas impartiaux, il leur est plus facile de criminaliser la résistance.

Ou ils peuvent déposer des poursuites pour intimider les opposants locaux et les obliger à consacrer du temps et de l'argent à se défendre.

Contre-mesures

Les dirigeants doivent veiller à ne pas tomber dans ces pièges. Engagez un bon avocat dès le début et essayez de former des alliances étroites avec des organisations internationales bien connues telles que Amnesty International, Global Witness ou Human Rights Watch, afin que la société sache que si elles vous accompagnent, elles devront faire face à Ces organisations aussi. Les procès peuvent être très drainants, alors assurez-vous que vous et vos collègues ne donnent pas à la société des excuses légales pour vous conduire devant les tribunaux.

Dénoncer l'utilisation frauduleuse du système judiciaire aux organisations nationales et internationales et aux entités étatiques compétentes, même si elles sont cooptées.

Tactique 11 de la société - Forces de sécurité, paramilitaires, bastonnades, menaces de mort

Face à une opposition importante, les entreprises peuvent embaucher des entreprises de sécurité pour subjuguer la résistance. Ceci est souvent destiné à intimider, mais la prochaine étape est souvent la paramilitarisation ou la militarisation - une étape très sérieuse de la lutte qui pourrait entraîner des coups, des tortures, des viols, des tortures et des meurtres. Le gouvernement pourrait également utiliser la police ou l'armée pour intimider les gens à accepter le projet.

Contre-mesures

Si vous pensez que cela pourrait se produire, publiez la menace à l'avance. Beaucoup de communautés et de gouvernements rejettent la présence de paramilitaires ou de forces de sécurité privées. Vérifiez si ces entreprises de « sécurité » sont légitimes. Les organisations de défense des droits humains peuvent avoir accès à des informations à leur sujet.

Préparez-vous à documenter leurs activités et à réfuter les fausses déclarations de la part de la société, du gouvernement ou de la police avec des photos, des vidéos, des enregistrements audio et

d'autres données fiables. Dénoncer immédiatement les menaces aux organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme et aux entités étatiques compétentes, même si elles sont cooptées. Demandez-leur de visiter périodiquement votre région et de produire des rapports que vous pouvez utiliser à tous les niveaux pour dénoncer les actions de l'entreprise. Essayez d'obtenir des observateurs internationaux pour vivre dans la communauté et d'enregistrer des comportements agressifs et / ou illégaux. Fournir une visibilité élevée dans les médias locaux, nationaux et internationaux découragera grandement ce comportement.

Si les forces gouvernementales sont impliquées, essayez d'obtenir des copies des contrats entre elles et la société (peut-être par l'entremise du Défenseur public ou de l'Ombudsman, une personne amicale parlementaire ou du Congrès ou les tribunaux). Diffusez-les avec des vidéos d'action de la police et de l'armée.

Si les dirigeants clés reçoivent des menaces de mort, ils devront être protégés 24 heures sur 24 par d'autres membres de la communauté. Vous pouvez rechercher des mesures de protection au préalable si vous pouvez prouver des menaces ; Cela pourrait forcer le pays à mettre en place de telles mesures, et apporte également des menaces à l'ouverture et peut aider à prévenir les crimes. Une campagne de lettres internationales peut aussi protéger les leaders communautaires. (Cependant, si les actions de résistance sont considérées comme violentes, il sera difficile d'obtenir ce type de soutien.)

Vous devriez déjà avoir organisé le partage de leadership entre plusieurs personnes (ou du moins semble être), afin d'éviter de présenter une cible unique pour l'enlèvement, l'arrestation ou le pire. Vous ne voulez peut-être pas faire connaître. Et vous voudrez peut-être organiser des veilleurs communautaires (avec caméras) pour alerter toute la communauté de toute menace imminente.

DOCUMENTEZ SOIGNEUSEMENT LES ABUS ET LES ILLEGALITÉS. Conservez les notes, les procès-verbaux des réunions, les copies de documents, les photographies, tout ce que vous pouvez utiliser plus tard dans les tribunaux, pour dénoncer et / ou discréditer l'entreprise ou prouver des violations des droits.

CONSERVEZ LES COPIES DE SAUVEGARDE des documents importants et / ou des fichiers informatiques dans un endroit sûr (ou dans plusieurs endroits sûrs).

Tactique 12 de la société - L'entreprise revient

Si vous réussissez dans vos efforts pour arrêter le projet, la même entreprise ou une entreprise différente peut revenir plus tard et réessayer, peut-être avec différentes tactiques ou différents partenaires.

Contre-mesures

J'espère que pour la prochaine fois, vous aurez identifié des alliés clés qui faciliteraient le travail, y compris des avocats efficaces, des droits de l'homme et d'autres organisations non gouvernementales, et des législateurs amicaux.

Gardez l'alerte pour toute activité préliminaire qui indiquerait une autre menace, et essayez de

l'arrêter avant qu'elle ne s'accumule. Continuez à consulter Internet pour obtenir des informations clés, telles que la vente de concessions ou de projets à d'autres sociétés (plusieurs moteurs de recherche sur Internet proposent des alertes de nouvelles à l'aide de mots-clés). Gardez votre page Web mise à jour, mettant en évidence les risques d'investissement. Si vous avez des nouvelles d'une entreprise intéressée à acheter les concessions, écrivez directement aux principaux investisseurs et financiers, mettant en évidence les problèmes d'investissement possibles (risques de troubles civils, prise en charge des installations du projet, éventuelles espèces protégées impactées, opposition des communautés locales et ou gouvernement, etc.). Écrivez également à la société elle-même.

Annexe B : Soutien de l'Etat à l'extraction

Les gouvernements nationaux voient souvent l'extraction comme une voie facile vers le bien-être économique et favorisent et développent activement des projets miniers et extractives. Les coûts pour les communautés, la santé des personnes et l'environnement ne sont pas liés à cette comptabilité. Le soutien de l'État peut inclure un large éventail d'activités : des politiques d'investissement favorables (y compris une protection insuffisante pour les communautés, les travailleurs et l'environnement) : Subventions et soutien économique ; Le harcèlement, la marginalisation ou la criminalisation des critiques et des militants : Et la propriété ou le partenariat partiel ou total de l'État.

Dans certains cas, la propriété de l'État (nationalisation) peut aider à identifier l'exploitation minière comme étant d'intérêt national, ce qui rend plus facile le gouvernement à outrepasser les intérêts de la communauté. Dans d'autres cas, cela peut aider à garantir que le développement sert réellement l'intérêt public et est soumis à un certain degré de contrôle public et de responsabilité. Les sociétés d'État peuvent être mandatées pour maximiser l'emploi, par exemple, ou pour fournir des services publics et des infrastructures.

A quoi faut-il s'attendre ?

Soyez très sceptiques à la fois de l'entreprise et de l'État. Dans de nombreux pays, les deux essayeront de vous convaincre que le projet est nécessaire pour le bien-être de votre région et de votre pays, les deux promettent beaucoup d'avantages et d'emplois, tous deux minimiseront les impacts sociaux et environnementaux du projet, et les deux feront presque n'importe quoi Pour neutraliser la résistance au projet. Il y a aussi des différences majeures : avec l'État, vous ne combattez pas seulement une société, mais plutôt une entité dont vous êtes censé faire partie. C'est un autre défi, donc il faut utiliser différentes stratégies.

Il y a d'autres facteurs qui influenceront ce que vous pourriez attendre, et le meilleur chemin à

suivre. Par exemple, combien d'engagement politique existe-t-il pour l'extraction ? Que ce soit réaliste ou non, à quel point le gouvernement affirme-t-il que le fait de respecter le budget national dépend de la fourniture de ressources naturelles bon marché ? Quelles branches du gouvernement soutiennent le développement extractif, qui soutiennent les communautés et l'environnement, et quelles sont leurs forces et leurs faiblesses ? Quelles sont les dispositions contenues dans les traités d'investissement bilatéraux, les accords de libre-échange ou d'autres accords que votre gouvernement aurait signé avec des gouvernements étrangers dont les entreprises sont intéressées par votre territoire, donnant à ces entreprises un effet de levier supplémentaire sur le gouvernement ? Ces facteurs peuvent considérablement augmenter la pression sur un pays pour permettre des projets extractifs, indépendamment de leurs coûts humains, culturels, sociaux et environnementaux.

En général, si vous vivez dans un pays en proie à certaines ou à plusieurs des conditions ci-dessus, vous pouvez vous attendre à certains des éléments suivants :

- L'approbation rapide d'autoriser des documents tels que les EIES, quelle que soit l'information incorrecte ou insuffisante qu'ils peuvent contenir ;
- Demandes d'informations sur le projet qui se "perdent", ou doivent être renvoyées à plusieurs reprises, ou liées à des formalités administratives ;
- Augmentation soudaine des travaux publics (routes, éducation, systèmes d'eau potable, cliniques) afin d'assurer un soutien communautaire (ou de faciliter le projet). Ceux-ci peuvent être exécutés directement par les entreprises extractives, ou même par des ONG ;
- L'information et la consultation sont limitées et gérées de manière à garantir l'approbation.

Selon l'importance du projet pour l'état et / ou le niveau de résistance, vous pouvez également rencontrer ce qui suit :

- Campagnes de diffamation orchestrées ;
- L'utilisation de la surveillance pour recueillir des informations à utiliser contre vous ;
- Arrestations et incarcération de dirigeants clés sous de faux prétextes (terrorisme, sabotage) avec la complicité du procureur de district et des tribunaux ;
- Tenter de placer des personnes achetées dans des postes clés de pouvoir politique ;
- Expropriation des propriétés clés ;
- Militarisation des zones extractives avec l'érosion qui en résulte des libertés civiles.

Plus il y a manque de séparation des pouvoirs dans le pays, plus la situation peut devenir dangereuse. Les menaces, les abus et même le meurtre par des entreprises de paramilitaires ou mercenaires « indépendants » pro-miniers peuvent ne pas être inspectés et impunis. Dans les cas extrêmes, l'État lui-même pourrait s'impliquer dans les disparitions, la torture ou les exécutions extrajudiciaires.

Votre gouvernement pourrait employer d'autres tactiques dans l'espoir de neutraliser l'opposition. Il dispose de l'ensemble de la force de police et d'autres forces de sécurité, ainsi que de l'armée, de l'intelligence militaire, des ministères, du bureau des impôts et d'autres institutions, prêts à exercer une pression là où cela s'avère nécessaire. L'audit fiscal agressif en est un exemple.

Dans l'ensemble, vous serez rappelé que vous vous battez contre la même entité qui rend les lois, les permis d'émission, la sécurité et la perception des taxes, et qui est également responsable de la protection de vos libertés civiles et de vos droits collectifs, de contrôle des activités industrielles et de protection l'environnement. En bref, l'acteur qui fait les lois est chargé de poursuivre les contrevenants - et peut-être violer ses propres lois, négliger de les appliquer ou s'engager directement dans des activités criminelles.

Il y a aussi l'effet psychologique sur les individus, qui peuvent se sentir impuissants en sachant qu'ils combattent maintenant l'état entier avec toutes ses institutions.

Que faire ?

Il sera très difficile de ne pas vouloir renoncer à un adversaire apparemment si omniscient. Mais restez fort et déterminé - ne cède pas au sentiment d'impuissance qui peut se glisser. Vous pouvez être encouragé par deux choses : (1) chaque adversaire a son talon d'Achille, et (2) l'histoire est remplie de David contre Goliath dans lesquelles quelques-uns ont pu triompher des forces accablantes. La lutte réussie contre l'Apartheid en Afrique du Sud, la lutte pour l'indépendance de l'Inde et le mouvement des droits civiques aux États-Unis en sont des exemples. Vous et votre communauté pouvez apprendre et être inspiré d'autres luttes liées à l'exploitation minière qui ont réussi. Voir les exemples à l'annexe C-11.

Il existe des actions que vous pouvez prendre, même face à des chances si écrasantes. Beaucoup d'entre eux sont décrits tout au long du manuel, mais certains joueront un rôle plus important que d'autres. Rappelez-vous la règle numéro une pour faire face à des intérêts puissants : **la lutte ne peut être menée sur un seul front - vous devez prendre plusieurs mesures.**

Si un projet extractif soutenu par l'État menace votre communauté, vos stratégies dépendront en grande partie de la situation politique de votre pays. Si, par exemple, vous vivez dans un pays avec des libertés civiles limitées, des contrôles et des équilibres faibles ou inexistants (pas de séparation réelle du pouvoir), ou la corruption et l'impunité pour les fonctionnaires, la lutte sera plus difficile.

Soutien national : obtenir un soutien solide au niveau national, en particulier dans votre capitale, peut s'avérer être le moyen le plus efficace d'aider à contrer le déséquilibre de pouvoir. Cela implique l'établissement de contacts avec des groupes diversifiés, des visites guidées vers la ville (ne pas oublier les universités) et des visites aux organisations des droits de l'homme et de l'environnement dans votre pays. Travaillez à créer un réseau de bénévoles volontaires dans les capitales provinciales et nationales pour vous aider à diffuser le mot, à dénoncer et à aider les médias sociaux.

Si la branche législative de votre pays a une commission des droits de l'homme, il pourrait être utile de prendre contact avec elle pour savoir à quel point elles sont réceptives de recevoir des dénonciations de violations des droits de l'homme et d'agir sur elles. Si la commission est composée principalement de membres du parti au pouvoir, cela peut être inutile, et vous pouvez plutôt décider d'aller directement à un membre amical de cette commission. Avec le soutien d'une organisation de défense des droits de l'homme reconnue, il peut faire connaître son profil au sein du pouvoir législatif. Cette tactique s'applique également à d'autres entités des droits de l'homme, comme les médiateurs publics, qui peuvent vous aider à dénoncer les abus du gouvernement. Encore une fois, le résultat dépendra en grande partie de leur degré d'indépendance. Vous devrez toujours travailler dur pour fournir les arguments et la documentation nécessaires. Les conseils juridiques et l'assistance sont probablement essentiels.

Si la commission est composée principalement de membres du parti au pouvoir, cela peut être inutile, et vous pouvez plutôt décider d'aller directement à un membre amical de cette commission. Avec le soutien d'une organisation de défense des droits de l'homme reconnue, il peut faire connaître son profil au sein du pouvoir législatif. Cette tactique s'applique également à d'autres entités des droits de l'homme, comme les médiateurs publics, qui peuvent vous aider à dénoncer les abus du gouvernement. Encore une fois, le résultat dépendra en grande partie de leur degré d'indépendance.

Médias : le gouvernement utilisera les médias d'Etat et fera pression sur d'autres médias pour promouvoir une perspective pro-industrie. Ils peuvent peindre n'importe qui qui s'oppose au projet en tant que terroriste ou anti-développement, peut-être même un traître. Dans ce scénario, vous aurez besoin d'une couverture médiatique amicale. Persuader les journalistes indépendants de couvrir et signaler la vérité. Cela peut impliquer le développement d'un groupe de soutien dans la capitale du pays ou la capitale provinciale pertinente pour vous aider à rester en contact permanent avec les médias et pour s'assurer que le côté de la communauté de l'histoire est entendu.

Ne sous-estimez pas le pouvoir des réseaux sociaux ! Obtenez des bénévoles et leur fournir des informations (et des photos si possible) régulièrement.

Soutien international : lorsque l'État lui-même, directement ou par l'entremise d'entreprises publiques, viole les droits de l'homme ou cause une dévastation environnementale, le rôle des organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme seront particulièrement importants. Les organisations nationales avec lesquelles vous travaillez doivent avoir des liens étroits avec les organisations internationales respectées des droits de l'homme, telles que Human Rights Watch, Amnesty International, Global Witness, Survival International ou FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme), etc. Tenir les organisations informées des violations des droits de l'homme qui se produisent et leur demander de surveiller la situation en personne si possible. De même, contactez des organismes de conservation internationaux hautement respectés (surtout si les nationaux ont été cooptés par le gouvernement) et demandez leur aide pour relever le profil de menace environnementale du projet. Dans les deux cas, les violations ou la dégradation doivent être documentées par des photos, des vidéos et / ou d'autres moyens.

Tribunaux internationaux : lorsque le gouvernement lui-même viole les droits de l'Homme, et lorsqu'il est impossible d'avoir une audience équitable dans le pays, il est préférable d'épuiser l'approche juridique au niveau national le plus rapidement possible, puis de faire valoir vos arguments devant les tribunaux internationaux. Pesez les avantages et les inconvénients de ceci : Cela pourrait signifier dépenser plus de fonds que vous avez disponibles. Les décisions des tribunaux internationaux des droits de l'Homme ne sont pas contraignantes, de sorte que les entreprises et les gouvernements peuvent les ignorer.

Ce ne sont que des suggestions ; Les spécificités de chaque pays détermineront les stratégies qui fonctionnent le mieux pour chaque cas. Utilisez les actions que vous pensez que cela fonctionnera le mieux.

Annexe C : Exemples

Exemples d'impacts miniers

Papouasie occidentale, Nouvelle-Guinée : La destruction causée par le site minier de cuivre et d'or de Grasberg est si massive que vous pouvez la voir depuis l'espace.

Philippines : Les indigènes ont été chassés de leurs maisons à la pointe des armes par des gardiens embauchés par une entreprise minière canadienne. Les déchets de mines toxiques qui ont déversé dans le Mogpog ont inondé et détruit les riches zones agricoles le long de la rivière. La déforestation résultant des mines à grande échelle a causé tant de destruction que plusieurs gouvernements provinciaux ont interdit ces activités au-dessus de certaines altitudes. Dans un domaine, les résidents indigènes qui ont vendu des terres pour faire place à l'exploitation minière ont ensuite été escroqués de leur argent.

Guyana : une mine d'or a renversé quatre millions et demi de mètres cubes de matière contaminée par du cyanure dans la rivière Essequibo. Quarante kilomètres de la rivière ont été déclarés une zone de catastrophe environnementale.

Russie : Les gaz toxiques provenant de la centrale de nickel de Norilsk ont contaminé plus de 350 000 hectares de forêts.

Pérou : A La Oroya, la majorité des résidents sont contaminés par des gaz toxiques provenant d'une usine de fusion - plomb, cadmium, arsenic et

dioxyde de soufre. 99% des enfants dans la région ont des niveaux dangereux de plomb dans leur sang (un état irréversible).

Pérou : l'extraction artisanale illégale a créé des problèmes allant du crime organisé à la corruption politique au commerce du marché noir. Les mineurs illégaux ont poussé profondément dans les jungles amazoniennes, et environ 30 à 40 tonnes métriques de mercure hautement toxique, utilisées pour extraire des particules d'or, sont jetées dans l'environnement chaque année.

Chili : le soufflage de poussières contaminées par des matières toxiques provenant d'une mine de cuivre a obligé toute la ville de Chuquicamata à être relocalisée.

Équateur : dans Intag, des centaines de policiers ont été utilisés par l'entreprise minière pour expulser les manifestants et arrêter illégalement un des principaux militants.

Canada : la rupture d'un barrage de parc à résidus dans la mine de cuivre de Mount Polley a permis de dégager plusieurs millions de mètres cubes d'eau, de résidus et de boues toxiques chargées d'arsenic, de nickel et de plomb dans les rivières et les ruisseaux, entraînant une destruction massive de l'environnement.

Des exemples de résistance réussie

Les histoires suivantes de résistance réussie, en utilisant beaucoup de tactiques discutées dans ce guide, se sont déroulées à partir de la mi-2015.

1. Guatemala : Après que trois plaintes aient été déposées contre HudBay Minerals, alléguant des meurtres et des viols de gangs par le personnel de sécurité de la mine, HudBay a dû vendre sa mine Fenix pour ¼ de son prix d'achat. Les poursuites sont en cours.

2. El Salvador : malgré les énormes pressions minières, certains gouvernements écoutent leur peuple. La petite nation d'El Salvador a répondu aux préoccupations populaires concernant les mines ; Trois présidents successifs n'ont émis aucun permis minier, malgré les prix élevés de l'or et l'argument selon lequel l'or minier stimulerait la croissance économique à court terme. Cela a été largement applaudi, même dans les communautés qui auraient pu acquérir des emplois miniers.

La majorité des Salvadoriens obtiennent de l'eau d'un grand système fluvial et l'extraction de l'or pollue invariablement les rivières et les bassins hydrographiques voisins. L'opposition à l'exploitation minière à ciel ouvert a augmenté après un « accident » environnemental qui a mené à une fermeture de la mine. Les communautés locales ont éduqué sur l'extraction de l'or, y compris en visitant les communautés touchées dans les pays voisins du Honduras et du Guatemala. L'organisation locale a conduit à une organisation nationale, qui a créé un mouvement national impliquant un large éventail d'organisations, y compris des leaders conservateurs de l'Église catholique. Ils ont obtenu en 2017 l'interdiction permanente de l'exploitation minière dans le pays !

3. Roumanie : la mine Rosia Montana aurait été la plus grande mine d'or à ciel ouvert en Europe. Cependant, pendant de nombreuses années, les organisations d'agriculteurs, les organisations environnementales, les universités et d'autres groupes se sont unissaient pour empêcher le projet d'aller de l'avant. Un aspect important de cette résistance était l'utilisation de réseaux sociaux pour mobiliser des dizaines de milliers d'adversaires de mines.

4. Pérou : en 2005, la Manhattan Minerals Corporation a annoncé son intention de construire une mine massive en or à ciel ouvert et en cuivre à Tambogrande, au Pérou. Près de 50% de la population aurait été déplacée. Mais les membres de la communauté étaient déterminés à protéger leur source d'eau propre, leur mangue, leur papaye et leurs citrouilles et leur mode de vie. Après de nombreuses manifestations (dont certaines avec dix mille personnes), des blocages routiers et un référendum populaire rejetant les propositions de l'entreprise, la société a finalement retiré son plan.

5. Pérou : Une femme indigène péruvienne, Máxima Acuña de Chaupe, a refusé de permettre à une multinationale de transformer ses terres en une mine d'or à ciel ouvert.

Lorsque la société a cherché à acheter ses terres en 2011, elle a refusé, a déterminé à protéger l'environnement et la maison de sa famille. « Je peux être pauvre. Je peux être analphabète, mais je sais que nos lacs de montagne sont notre véritable trésor », a-t-elle déclaré aux journalistes. « Sommes-nous censés nous asseoir tranquillement et les laisser empoisonner notre terre et notre eau ? »

Elle et sa famille ont fait face à de multiples tentatives d'éviction violentes de la part de l'entreprise, aidée par la police et les soldats péruviens – une fois, une bastonnade a laissé Acuña de Chaupe et sa fille inconscientes et causé l'hospitalisation de son fils. Cela a suscité l'indignation et le soutien des organisations régionales et internationales.

Lorsque Acuña de Chaupe a refusé de céder, Yanacocha l'a poursuivi ainsi que sa famille en accusant qu'ils occupaient illégalement leur propre terrain. Un juge a condamné quatre membres de sa famille à deux ans et huit mois d'emprisonnement avec sursis parce que n'ayant pas quitté le terrain et a ordonné à la famille de payer près de 2 000 \$ US en pénalités. Cependant, en fin de compte, une décision de la cour d'appel a rejeté toutes ces phrases. La décision est une victoire importante dans un cas qui est devenu un élément de ralliement pour la résistance locale au pillage multinational.

La mine (Conga, une extension de Yanacocha, détenue principalement par Newmont Mining) est largement contestée par les paysans, les travailleurs et les peuples autochtones de la région, qui l'ont protesté par des marches de masse et des grèves générales.

6. U.S. : L'Etat du Wisconsin a mis au défi l'industrie minière de donner un exemple d'une mine de sulfures métalliques qui avait été exploitée et fermée sans polluer l'environnement. L'industrie minière n'a pas pu documenter un exemple. Les organismes de réglementation de l'État ont également recherché des exemples et n'ont pas été en mesure de documenter une opération de sulfure métallique réussie, ce qui a confirmé l'historique environnemental de l'industrie.

En conséquence, en 1997, l'Assemblée législative de l'État du Wisconsin a approuvé la Loi sur le moratoire sur les mines, qui a limité l'exploitation minière aux cas où il pourrait être prouvé à l'exemple d'une mine d'exploitation, que la mine proposée ne contaminerait pas l'eau, ni pendant l'opération, ni jusqu'à 10 ans après la fermeture de la mine. Dans les faits, cela a empêché les mines dans le Wisconsin.

7. Inde : le village de Nimmalapadu à Andhra Pradesh est dans une zone d'élevage principalement tribale avec des terres fertiles. La société indienne Birla Periclase a reçu un bail de 120 acres à Nimmalapadu en 1987 pour extraire la calcite et le gouvernement de l'État a acquis des terres pour construire une nouvelle route vers le site du projet. Le peuple tribal Adivasis, craignait les nombreux impacts négatifs des opérations minières : environnemental (faune, déforestation), économiques (contamination des sols, perte de moyens de subsistance, pollution de l'eau) et sociaux (déplacement forcé, perte de terrain, bouleversements sociaux) et mobilisés pour arrêter l'exploitation minière. Ils ont tenu des manifestations de rue, bloqué la construction de la nouvelle route et poursuivi des poursuites judiciaires. Après une lutte de 10 ans, le tribunal a constaté que l'État n'avait aucun droit constitutionnel d'accorder des baux dans la région et que seules les sociétés coopératives dirigées conjointement par des tribus pourraient se développer dans de telles régions. Le projet a été annulé.

8. Inde : Dans la province d'Odisha en 2003, Vedanta Resources (Royaume-Uni) a signé un accord avec le gouvernement provincial pour construire une usine de raffinerie d'alumine et de charbon dans le district de Kalahandi. Le ministère de l'Environnement et des Forêts a accordé une autorisation environnementale à l'entreprise en fonction de l'affirmation de la société selon laquelle elle n'aurait pas d'incidence sur les forêts. Le projet nécessiterait 3 millions de tonnes de bauxite chaque année, à partir des collines Niyamgiri voisines

L'opposition a été mobilisée et a inclus des groupes autochtones ou des communautés traditionnelles, des organisations locales et internationales de justice environnementale, des communautés touchées et des groupes ethniquement / racialement discriminés. Les manifestations impliquaient une action collective, des actions juridiques, des campagnes publiques, la participation d'ONG nationales et internationales, l'activisme médiatique, les blocus, les référendums et l'appel à la religion (Niyamgiri Hill est sacré pour la tribu locale). Cela a provoqué le ciblage violent des manifestants.

Il y a eu un processus de litige de dix ans. Des manifestations ont eu lieu à l'assemblée générale des actionnaires de Vedanta à Londres. Enfin, en 2013, la Cour suprême de l'Inde a appliqué la Loi sur les droits forestiers pour la première fois, en disant qu'il incombait aux communautés locales de décider si le projet devrait aller de l'avant. Les villages ont rejeté le projet presque à l'unanimité. L'argument sacré a été décisif à la fin. Ainsi, un précédent a été fixé pour le premier référendum environnemental pour décider d'un projet minier en Inde.

Alors que la raffinerie à Lanjigarh a été construite, cela dépend de la bauxite apportée par le train et le camion lointain, ce qui empêche toute opération. Vedanta a perdu 10 milliards de dollars sur la mine.

9. Turquie : Située dans le district de Turgutlu, la mine de nickel Caldag est se trouve sur la plus grande réserve de nickel de Turquie. Cependant, la superficie est encore plus appréciée pour son sol fertile et son agriculture prospère.

En 2007, une société européenne a déménagé pour commencer l'exploitation minière, après quoi le district a organisé et commencé sa lutte pour fermer la mine. La mine menaçait d'avoir de grands dommages sur les forêts, les ressources en eau, l'air pur et les riches terres agricoles, ainsi que sur la santé humaine et animale. Le processus prévu de lixiviation à l'air libre affecterait non seulement Turgutlu, mais aussi les districts et les provinces environnantes.

"Lorsque leur piscine pilote a débordé, nos poules et nos oies sont mortes", a déclaré une ménagère dans la région. "La société a payé des prix élevés pour le terrain, mais maintenant les villageois regrettent de l'avoir vendu. On leur a dit la vérité."

La question s'est vite transformée en un conflit régional, puis national. La lutte a permis de soutenir la Fondation turque pour la lutte contre l'érosion des sols, le reboisement et la protection des habitats naturels (TEMA) qui a mené la lutte au niveau national et international.

La lutte impliquait les agriculteurs, les organisations locales de justice environnementale, les gouvernements locaux, les professionnels, les groupes religieux et les ONG nationales et internationales. Les tactiques comprenaient l'activisme médiatique, les pétitions, les manifestations de rue, l'activisme judiciaire, les campagnes publiques.

Enfin, la société a abandonné ses efforts. En 2012, le projet a été officiellement arrêté pour de bon et le conflit a pris fin. La lutte continue d'empêcher l'extraction du nickel dans toute la région.

10. Équateur : deux fois, les activistes communautaires ont forcé les entreprises transnationales à abandonner leurs projets pour créer une mine de cuivre à ciel ouvert dans la région d'Intag. DECOIN, une ONG environnementale locale, était la principale organisation confrontée à la menace.

La compagnie a utilisé des paramilitaires, mais des activistes ont filmé et photographié la rencontre violente - une grande erreur d'entreprise. Les photos et les vidéos ont été largement diffusées et utilisées dans plusieurs documentaires.

Le gouvernement local a adopté une loi déclarant que le comté était « écologique » et interdit la plupart des opérations extractives dans la région.

Des alternatives économiques à l'exploitation minière ont été créées, y compris une association de café à l'ombre, des initiatives de tourisme écologique (dont une sur le site minier), des groupes d'artisanat en fibres naturelles, du savon et du shampoing fabriqués à la main, des produits à base d'ivoire végétal (tagua nut) Les organisations agricoles durables, la pisciculture et un projet de projet hydroélectrique de taille moyenne contrôlé par les communautés.

DECOIN a aidé à présenter cinq défis juridiques. Ils n'ont pas réussi par voie judiciaire, mais ils ont aidé à montrer au monde qu'ils ont essayé tous les moyens légaux pour arrêter le projet et mettre les investisseurs potentiels en alerte. DECOIN est allé au Canada pour dénoncer les actions de l'entreprise devant le Parlement canadien et a donné des interviews de radio et de journaux. Un groupe d'agriculteurs a poursuivi la bourse de la société au Canada pour des violations des droits de l'homme qu'il a financées. Cela a entraîné l'expulsion de la société en bourse. Après des années d'action judiciaire et de dénonciation internationale, les actions de la société ont perdu 98% de leur valeur et la société a finalement été contrainte de faire faillite.

Une clé du succès dans Intag était une organisation communautaire forte et gagnait le soutien des gouvernements locaux. DECOIN a déclaré : "Nous avons dû prendre la lutte au-delà de l'arène locale. Nous avons simultanément travaillé aux niveaux local, régional, national et international. Il s'agissait d'éduquer les populations locales et le gouvernement local, en impliquant des alliés locaux, régionaux et nationaux, en contribuant à créer des activités économiques alternatives, en informant constamment le reste du pays et le monde de la situation, en présentant des défis juridiques au projet et en achetant des terres Et autour de la concession et la remettre aux communautés. Maintenant, la région est à nouveau menacée d'une troisième tentative de la mine.

11. Panama : Pour soutenir l'exploitation minière, en 2008, le gouvernement a promulgué la loi 30, qui a limité le droit des travailleurs à la grève, a

accordé l'immunité aux policiers qui violent les droits humains des manifestants et a éliminé l'exigence d'EIE. En réponse, les manifestants locaux et leurs alliés ont organisé des manifestations. Le gouvernement a accepté d'abroger la loi 30 et d'interdire la construction de mines et de barrages hydroélectriques dans un territoire indigène.

Mais alors, le gouvernement a renié et révoqué l'interdiction, en adoptant une nouvelle loi qui a permis aux entreprises d'entreprendre de vastes projets miniers sans consulter les habitants indigènes. En réponse, des milliers de Ngöbe-Buglé indigènes sont descendus des collines pour bloquer la route panaméricaine, la mettre à l'arrêt et exiger une nouvelle législation.

La police a réagi avec violence ; Deux personnes ont été tuées et des dizaines de blessés. Le gouvernement a coupé le service de téléphonie mobile afin que les manifestants ne puissent communiquer. Cela a déclenché des protestations répandues de groupes de la société civile et d'autres nations indigènes à travers le Panama, avec des marches, des vigiles et des blocus de 15 autoroutes. Des manifestants ont brûlé des postes de police. Dans la capitale, les universités ont été fermées et les étudiants et les syndicats se sont joints à des manifestants indigènes, marchant presque tous les jours sur la résidence du président panaméen. Une campagne internationale de rédaction de lettres a été organisée pour soutenir le Ngöbe.

Après des mois de protestation, le gouvernement a été forcé de négocier avec les peuples indigènes, dirigé par l'Église catholique et les Nations Unies. Les Ngöbe ont élaboré leur propre proposition et l'ont rédigée en lien avec les législateurs. Le Parlement a adopté cette loi, mais a supprimé certaines dispositions importantes. Mais le Ngöbe a refusé de compromettre et il y a eu d'autres protestations, bloquant encore la route panaméricaine et provoquant un énorme impact économique. Enfin, les législateurs ont rétabli les dispositions et le conflit s'est terminé. La nouvelle loi garantit que l'exploitation minière est interdite dans la région et que les barrages ne peuvent être construits qu'après l'approbation et en collaboration avec les indigènes : une victoire majeure.

12. Espagne : une mine d'or à ciel ouvert a été proposée en Galice, dans le nord-ouest de l'Espagne, à côté de la rivière Allón, désignée par l'UE comme un « lieu d'importance communautaire ». En 2012, l'EIE de la société a été approuvée par le Gouvernement régional conservateur, qui a minimisé ses coûts environnementaux et sociaux. L'entreprise a faussement affirmé que le projet a été grandement accueilli par la population locale. Il a tenté de diviser la communauté avec les offres d'emploi, le parrainage d'équipes locales de football et les contributions à leurs fêtes annuelles.

Personnes mobilisées contre le projet. Ils ont vu que la société les exploiterait, prendrait l'or et les laisserait avec la destruction de l'environnement et un avenir toxique. Les manifestants ont développé une forte présence dans les médias régionaux et nationaux. Ils ont développé un large éventail de tactiques: rédaction de lettres de plainte officielles; Porter l'affaire devant l'Ombudsman et devant le Parlement européen (les lois européennes découragent l'utilisation du cyanure pour l'extraction minière); Rassemblant 230 000 signatures contre la mine proposée; Organiser des manifestations massives dans les principales villes; En utilisant des outils de campagne internationaux tels que change.org pour créer un clip YouTube viral contre l'exploitation minière en Galice; Publier un livre de poésie de protestation; Organiser un concours d'art de rue; Pièces de théâtre; Et un festival de musique. Plus de 200 experts et membres du gouvernement régional se sont exprimés et ont signé des pétitions contre le projet.

Les actions de la société a chuté de plus de 90%. Enfin, le gouvernement régional a renversé son poste et a annoncé que la licence pour le projet serait annulée. Ils ont affirmé que le projet minier n'avait pas les exigences économiques et techniques nécessaires, mais en fait, c'était la mobilisation contre le projet.

Les groupes de la justice environnementale célèbrent cette victoire, mais sont conscients que ce ne sont que temporaires et restent prêts à réactiver la lutte si nécessaire.

13. Argentine : en Patagonie, la ville d'Esquel a arrêté une mine d'or à ciel ouvert proposée à seulement 7 kilomètres en amont de la ville.

En 2002, la ville n'avait aucune expérience préalable des grandes exploitations minières. Cela a rapidement changé. Non satisfaits de la confiance des entreprises à propos du cyanure, certains résidents ont fait leurs propres recherches sur les dangers et ont présenté publiquement leurs résultats. La société minière a essayé de réduire les impacts environnementaux de la proposition par une évaluation d'impact environnementale défectueuse. Mais une évaluation indépendante de l'EIE a révélé ses insuffisances, affirmant qu'elle ne prenait pas en compte les conséquences à long terme. Un groupe d'opposition s'est formé et a commencé à organiser des manifestations, qui ont attiré de grandes foules. La société a organisé une contre-démonstration en faveur de la mine, mais elle a été peu fréquentée.

La résistance comprenait les communautés traditionnelles, les groupes locaux et internationaux de justice environnementale, les gouvernements locaux et les scientifiques / professionnels locaux. Les citoyens ont subi des persécutions, des menaces et des mises à pied pour s'opposer au projet. On appelait « naïf », « ne voulant pas progresser ».

Les graffitis anti-mines ont commencé à apparaître en ville. Le maire a autorisé un référendum public proposant un moratoire de 3 ans sur le projet. Le moratoire a passé presque à l'unanimité, et la société a été forcée de suspendre ses opérations. Le gouvernement provincial a ensuite adopté la loi 5001, interdisant l'exploitation minière dans la province. Leur expérience avec Esquel a eu un impact négatif dramatique sur le bilan de l'entreprise.

Lors d'une célébration, cela a été dit : "Qu'est-ce que ce jour-là ? N'est-ce pas un jour de dignité ? N'est-ce pas un jour à retenir, quand une communauté avec une majorité de chômeurs a dit non à la corruption de l'emploi et de la richesse ? La dignité existe et c'est un droit humain ! "

La menace demeure, et les résidents savent qu'ils ne peuvent pas abaisser leur résistance. L'anniversaire de dix ans a été marqué par des entretiens, des présentations, des affiches, des bannières, de la musique et une énorme marche, réaffirmant leur opposition à l'exploitation minière.

Cette communauté est un modèle pour les autres victimes d'agressions similaires. D'autres provinces argentines ont maintenant limité ou interdit l'exploitation minière à grande échelle, et trois communautés ont eu des votes similaires opposés à l'exploitation minière. Cependant, cette stratégie dépend de la volonté politique des représentants du gouvernement et ne peut durer que jusqu'à la prochaine élection. C'est une autre raison de soutenir l'élection de personnes dignes de confiance et de maintenir l'organisation.

14. Costa Rica : Bien que ce petit pays ait fait face à une dette croissante et à une pauvreté persistante, il a réussi à défendre l'environnement contre une industrie minière de métal à plusieurs milliards de dollars. En 2002, le président Pacheco a annulé plusieurs contrats miniers et a décrété une interdiction de nouvelles mines à ciel ouvert.

Mais Óscar Arias, qui a succédé à Pacheco en tant que président, a renversé l'interdiction et a permis à Infinito Gold, une filiale locale d'une entreprise canadienne, de construire une mine d'or à ciel ouvert à Las Crucitas. Las Crucitas est l'une des dernières maisons de la Great Green Macaw, un perroquet très en voie de disparition, et l'amarante jaune également en voie d'extinction fournit ses sites de nidification.

Infinito a obtenu des permis et a commencé à couper des amandiers jaunes. Northern Union for Life, un puissant groupe environnemental, a déposé un recours en justice et la Cour constitutionnelle a prononcé une injonction contre la compagnie pour violation des lois environnementales. L'appel a cité les lois nationales protégeant l'aralla verte et les amandiers, ainsi que la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

La successeuse d'Arias, Laura Chinchilla, a continué à promouvoir le projet Crucitas. « La pauvreté est élevée dans la région », a-t-elle souligné, « et les 200 emplois, la formation professionnelle, le soutien éducatif et l'infrastructure promis par Infinito sont attirants. » À une autre occasion, elle a appelé les partisans du projet à « se prononcer contre Groupes radicaux qui veulent protéger l'environnement ».

Une vaste coalition de centres de recherche, des experts des universités, des dirigeants de partis politiques et des représentants des communautés concernées ont demandé vivement d'annuler le projet et de réintégrer l'interdiction par voie législative. Ils avaient plus de 80 pour cent du public de leur côté.

En novembre 2010, Infito a été remis sa première défaite lorsqu'une cour d'appel du Costa Rica a annulé le projet minier de Crucitas, déclarant avoir compromis l'écosystème, violé la loi costaricienne et impliqué la complicité des fonctionnaires.

Et la législature a adopté une loi interdisant tous les nouveaux projets miniers en métal à ciel ouvert.

Infito a ensuite fait trois appels devant la Cour suprême, tous rejetés. La société a également poursuivi deux professeurs pour dénoncer l'entreprise dans un documentaire et pour l'enseignement de l'extraction à ciel ouvert. La demande d'Infito d'une indemnité de 1 million de dollars a été refusée en 2012. Au lieu de cela, on leur a ordonné de payer 219 000 \$ en frais de justice aux deux professeurs.

Toujours défiant, Infito a annoncé que cela prendrait l'affaire au Centre international de règlement des différends relatifs aux

investissements de la Banque mondiale (CIRDI), affirmant que le gouvernement costaricain avait violé le Traité d'investissement bilatéral entre le Costa Rica et le Canada, ce qui lui coûtait 1 milliard de dollars de profits perdus. Cependant, en raison des exigences procédurales, il ne semblait pas probable que le CIRDI soit une option. Le combat des costaricains a gagné son soutien dans le pays d'origine d'Infito. Plus de 300 000 signatures ont été amassées lors d'une requête canadienne demandant à Infito de déposer son procès. Dans une lettre distincte au président de l'entreprise, huit groupes environnementaux de haut niveau au Canada ont appelé Infito à abandonner la menace de l'arbitrage international, à respecter les décisions de la Cour suprême du Costa Rica et à « respecter la volonté de la grande majorité des costariens. »

Infito a finalement annulé ses efforts pour poursuivre le gouvernement costaricien. Tous les dirigeants et administrateurs de la société ont démissionné et aucun nouveau prêt n'a été offert pour garder la société en difficulté sur ses pieds. En 2015, le Costa Rica recherche 10 millions de dollars en dommages environnementaux contre Infito.

Qu'est-ce qui a permis au Costa Rica d'adopter cette interdiction ? Avec les organisations environnementales, la pression du public était la plus importante.

Photos



1. Mine de cuivre au Pérou. Les rangées de points au loin sont d'énormes camions. Le véhicule blanc au premier plan est une camionnette. Ce n'est qu'une petite partie de la zone de la mine



2. L'exploitation minière à ciel ouvert à l'aide d'explosifs, une autre source de contamination. Des millions de kilogrammes d'explosifs par an sont parfois utilisés. (Photo : Alabama, États-Unis)



3. La fonderie de cuivre en Indonésie. Les fonderies libèrent des poisons mortels dans l'air, le sol et l'eau.



4. Ce fut autrefois une forêt tropicale luxuriante, maintenant empoisonnée par les déchets miniers



5. Poissons tués par des eaux contaminées. (Nouvelles environnementales de la Chine)



6. Village détruit et des personnes tuées par la boue toxique d'un barrage de résidus miniers effondrés (Mariana, Brésil)



7. La police attaque les résistants miniers à Intag, en Équateur (photo : Carlos Zorrilla)



8. Indigènes résistant aux opérations minières en Amazonie, au Pérou



9. Résister à l'exploitation minière au Chiapas, au Mexique.



10. Résistance à l'exploitation minière en Colombie